

Le charabia du bulletin scolaire

Le fin jargon des pédagogues fait qu'au primaire, les parents sont incapables de comprendre l'évaluation faite de leur enfant



MICHELE OUIMET

Le bulletin descriptif, ce «catalogue» truffé de MR, M+ et MB à la place des pourcentages et des moyennes, ne survivra peut-être pas.

Le ministre de l'Éducation, Michel Pagé, l'a durement critiqué lors de sa tournée régionale cet automne et un de ses sous-ministres, Paul Tremblay, l'a cloué au pilori. «Sous prétexte de dernier cri pédagogique, a-t-il expliqué à La Presse, on a mis sur pied un bulletin tellement compliqué que les parents n'y comprennent rien. S'il survit, il devra se simplifier énormément.»

Mais de là à mettre la hache dedans, il y a un pas que le ministère n'ose pas trop franchir. Les commissions scolaires sont responsables de l'évaluation et le MEQ ne veut pas imposer un bulletin uniforme pour toute la province.

Compliqué le bulletin descriptif? Une horreur, ont répondu la plupart des parents interrogés par La Presse.

L'ancien directeur de l'école secondaire Louis-Riel, Émile Robichaud, ne l'apprécie pas non plus: «On a oublié l'essentiel. Les parents veulent tout simplement savoir, dans un langage clair, si leur enfant progresse ou régresse et cette information, vous ne la trouvez pas dans le bulletin descriptif. D'ailleurs, à Montréal, plusieurs de nos parents sont des allophones. Imaginez une mère grecque qui reçoit le bulletin de son enfant...»

Même le Conseil supérieur de l'éducation y allait de ses critiques dans un avis publié en mars 1987.

«Des éducateurs déplorent le fouillis conceptuel dans lequel s'est enlisé le discours sur l'évaluation. (...) L'ampleur et le caractère sophistiqué du vocabulaire utilisé, de même que la complexité de certains moyens techniques, rebutent plusieurs enseignants et un bon nombre de parents donnant ainsi l'impression que l'évaluation reste une entreprise difficile sinon impossible à réussir.»

«L'évaluation, poursuivait le Conseil, apparaît comme une démarche ambiguë dont les enjeux réels restent pour le moins obscurs.»

«Le bulletin descriptif a été fait par des spécialistes pour des spécialistes», affirme de son côté le responsable de la pédagogie à l'Alliance des professeurs de Montréal, Luc Brunet.

Alors, pourquoi le bulletin descriptif s'est-il implanté dans plus de 60 p. cent des écoles primaires du Québec depuis son apparition au début des années 1980? Parce qu'il n'a pas que des dé-



tracteurs. Il a aussi des fans. En fait, c'est toute la philosophie de l'évaluation qui a été bouleversée avec l'arrivée du bulletin descriptif.

Finis les moyennes. On ne compare plus l'élève au reste de la classe mais à lui-même. Ce que le nouveau bulletin dit aux parents, c'est si l'élève maîtrise remarquablement, bien ou pas du tout les objectifs du programme pédagogique.

C'est quoi un bulletin descriptif?

Mais le hic, c'est qu'il existe près de 1800 objectifs dans les programmes du cours primaire. Le bulletin descriptif ne les consigne évidemment pas tous mais quelques commissions scolaires ont voulu en inscrire le plus grand nombre possible sous forme de descripteurs.

Résultat: certains bulletins ont pris l'allure d'un véritable catalogue pouvant atteindre, dans des cas limites, une trentaine de pages et près de 250 descripteurs. Une tâche herculéenne pour l'enseignant qui a, en moyenne, 28 enfants dans sa classe.

«La longueur du bulletin dépend de l'imagination et du raffinement des spécialistes, explique Paul Tremblay. C'est un travail hyper-spécialisé et les

experts ont de la misère à sortir de leur jargon.»

Dans ce bulletin-fleuve, les descripteurs, et ses sous-catégories les indicateurs, sont tellement sophistiqués que seuls les pédagogues peuvent en comprendre le langage sibyllin.



Photothèque La Presse, photo PC

Le ministre de l'Éducation, Michel Pagé, a durement critiqué le bulletin descriptif en usage au primaire. Une décision est attendue.

Des exemples?

■ En mathématiques, un des descripteurs se lit ainsi: «L'élève classifie les éléments d'un ensemble selon une ou plusieurs propriétés en utilisant les diagrammes de l'arbre, de Carroll et de Venn.»

■ En éducation physique: «L'élève mobilise les différentes parties de son corps en fonction de leurs possibilités de mouvement et effectue, en maintenant une certaine stabilité, différentes attitudes posturales.»

■ En éducation physique toujours: «L'élève s'exprime sur son expérience corporelle et celle de ses pairs en établissant des liens pour ainsi augmenter sa sensibilité au mouvement pour l'observation et l'analyse.»

■ En musique: «L'élève reconnaît à l'audition des structures rythmiques assez complexes, les valeurs suivantes:



À partir de ces descripteurs, l'enseignant doit poser un jugement et noter l'enfant selon une échelle d'appréciation qui va de 1 (l'élève dépasse largement les exigences fixées) à 6 (l'élève ne répond pas aux exigences fixées).

Si on utilise le langage traditionnel, on peut dire que 1 équivaut à une note en pourcentage variant de 90 à 100 p. cent et que 6 signifie tout simplement que l'enfant coule.

Mais cette comparaison avec le bulletin traditionnel fait sursauter les pédagogues qui ne veulent surtout pas faire de lien entre les pourcentages et les fameuses cotes de 1 à 6. L'enfant, insistent-ils, ne doit pas être comparé au reste de la classe mais doit plutôt être noté sur sa capacité de bien assimiler les différents apprentissages.

Plusieurs commissions scolaires ont déclenché une vague de protestations de la part des parents — qui se plaignaient de ne rien comprendre au bulletin de leur enfant — et des enseignants qui affirmaient qu'ils passaient leur temps à évaluer.

La CECM a un bulletin descriptif simplifié qui fait deux pages et compte une quarantaine de descripteurs. À la commission scolaire Jérôme-Le Royer, l'ancien bulletin descriptif, toujours en vigueur dans la moitié des écoles primaires, comporte 83 descripteurs pour la sixième année. Le nouveau bulletin informatisé a réduit ce nombre de moitié.

Un peu d'ordre

Il y a autant de façons d'évaluer un élève qu'il y a de commissions scolaires au Québec soit environ 200. Devant ce fouillis, devant aussi la complexité et la diversité du bulletin descriptif, les commissions scolaires ont demandé au ministère de l'Éducation (MEQ) de mettre un peu d'ordre dans tout ça.

Le bulletin descriptif a fait l'objet de plusieurs études et ce sont toujours les mêmes recommandations qui reviennent: diminuer le nombre de descripteurs et en donner une définition uniforme pour toute la province.

«Les commissions scolaires disent au ministre: nous avons eu tellement de liberté que nous ne nous comprenons plus entre nous», explique Guy Dion, l'auteur d'une de ces études déposée en juin 1991.

«Si le bulletin descriptif a donné lieu à des dérapages, c'est dû au manque d'initiative du ministère», affirme de son côté le conseiller en développement pédagogique à la Fédération des commissions scolaires du Québec, Berthier Dolbec.

«La pression est forte, confirme le directeur général de l'évaluation et des ressources didactiques au ministère, Paul Vachon. Les commissions scolaires nous demandent de définir des échelles d'appréciation et des descripteurs communs pour toute la province.»

En fait, tout le monde attend que le ministre Pagé prenne une décision. Selon Paul Tremblay, ce sera en janvier.

De l'enfant considéré comme du saucisson

MICHELE OUIMET

Apposer une cote — 1, 2, 3, 4, 5 ou M++, M+ etc. — dans le bulletin d'un élève n'est déjà pas une tâche facile mais ce n'est rien si on regarde de

près le processus d'évaluation qui mène l'enseignant à inscrire une de ces notes.

L'enseignant ne se contente pas de lire la copie de son élève pour ensuite y mettre une cote. Que non! C'est plus

compliqué: la note est décomposée pour ne pas dire décortiquée.

Par exemple, pour l'examen de français écrit de sixième année en juin dernier, le ministère de l'Éducation a envoyé aux enseignants un guide de correction de 33 pages.

Ce guide comprend de longues grilles de corrections alambiquées qui expliquent, avec moult détails, si, dans le texte de l'élève, les liens entre les phrases sont «presque toujours appropriés», «très souvent appropriés», «assez souvent appropriés», «souvent impropres ou absents» ou «très souvent impropres ou absents».

Et ce n'est qu'un des dix éléments que l'enseignant doit juger, qui se nomme «Cohérence: liens entre les phrases» dans la catégorie «Organisation du texte». Cette catégorie comporte deux autres éléments soit «Cohérence: logique» et «Découpage du texte». (voir tableau 1)

Chacun de ces dix éléments est donc noté selon une échelle d'appréciation qui va de 5 (très bonne maîtrise) à 1 (échec). Cette note est multipliée par un indice de pondération qui varie d'un élément à un autre. Ensuite, l'enseignant additionne ces dix notes pondérées pour arriver au résultat final de l'examen.

Mais cette note finale est en pourcentage. L'enseignant doit donc se servir d'une autre grille pour inscrire son équivalent en langage descriptif (M++, M+, etc.) (voir tableau 2).

«On découpe l'enfant en saucisson et nous ne sommes plus capables d'obtenir un portrait global», explique le responsable de la pédagogie à l'Alliance des professeurs de Montréal, Luc Brunet.

Et à chaque fois que l'élève passe un examen, précise-t-il, c'est le même processus qui reprend. Pas toujours aussi compliqué, pas toujours avec un guide de correction de trente et quelques pages fourni par le ministère, mais toujours avec une note décomposée selon différents critères.

Exit la moyenne

Les parents acceptent difficilement la disparition de la moyenne. Sans cet outil, ils se sentent un peu perdus et comprennent mal où se situe exactement leur enfant dans la classe. Est-il le premier? Le dernier? Le bulletin descriptif ne le dit pas.

Pourquoi? Par refus de comparer les élèves entre eux, ont répondu les nombreux pédagogues et spécialistes de l'évaluation interrogés par La Presse?

Oui, mais encore? Est-ce si traumatisant de mettre une moyenne?

«L'élimination de la moyenne? C'est un choix qu'on a fait, répond Roger Delisle, auteur d'un rapport sur l'évaluation. L'enfant est en cheminement et on fait son portrait.»

Les hauts fonctionnaires du ministère admettent cependant qu'il y a un problème.

«En pédagogie, il y a une peur malade de la comparaison», constate le sous-ministre Paul Tremblay.

«Sans moyenne, avoue le directeur général de l'évaluation, Paul Vachon, on ne sait pas où se situe notre enfant. C'est un fait. Nous avons eu tendance à éviter la comparaison. On est en train d'en sortir. De toute façon, nous vivons dans une société normative et il y a des rangs partout.»

TABLEAU I

GRILLE DE CORRECTION INDIVIDUELLE AVEC VALEUR NUMÉRIQUE ÉPREUVE OBLIGATOIRE DE FRANÇAIS ÉCRIT SIXIÈME ANNÉE DU PRIMAIRE, JUIN 1991

Nom de l'élève _____				
CRITÈRE	ÉLÉMENT	ÉCHELLE D'APPRÉCIATION	PONDÉRATION	TOTAL
CHOIX DES INFORMATIONS ET DU VOCABULAIRE	1. Choix des informations	5 4 ③ 2 1	3 X 4	12/20
	2. Choix du vocabulaire	5 ④ 3 2 1	4 X 2	8/10
	3. Cohérence: logique	5 4 ③ 2 1	3 X 2	6/10
ORGANISATION DU TEXTE	4. Cohérence: liens entre les phrases	5 4 ③ 2 1	3 X 1	3/5
	5. Découpage du texte	5 4 3 ② 1	2 X 1	2/5
ORGANISATION DE LA PHRASE	6. Ponctuation	5 4 ③ 2 1	3 X 1	3/5
	7. Structure des phrases	5 ④ 3 2 1	4 X 3	12/15
RESPECT DU CODE LEXICAL	8. Orthographe d'usage	5 4 ③ 2 1	3 X 2	6/10
RESPECT DU CODE GRAMMATICAL	9. Accord des noms et des adjectifs	5 4 3 ② 1	2 X 2	4/10
	10. Conjugaison et accord des verbes	5 4 ③ 2 1	3 X 2	6/10
5: Très bonne maîtrise 1: Échec				
↑ COMPOORTEMENT ATTENDU				
TOTAL				62/100
NIVEAU DE MAÎTRISE				M

TABLEAU II

INTERPRÉTATION À L'AIDE DE LA GRILLE DE CORRECTION AVEC VALEUR NUMÉRIQUE SEUIL DE RÉUSSITE PROPOSÉ: 62 SUR 100

RÉSULTAT DE LA MESURE	INTERPRÉTATION	JUGEMENT	COTE
De 91 à 100	Très au-dessus du seuil de réussite	Très bonne maîtrise	M++
De 71 à 90	Au-dessus du seuil de réussite	Bonne maîtrise	M+
De 62 à 70	Égal au seuil de réussite	Maîtrise suffisante	M
De 53 à 61	Au-dessous du seuil de réussite	Maîtrise insuffisante	M-
Moins de 52	Très au-dessous du seuil de réussite	Échec	E



Les enfants de la loi 101 au cégep



Toronto: le NPD à l'assaut de l'hôtel de ville



La misère au pays de l'islam soviétique

Éditorial

Paul Desmarais
président du conseil
d'administrationRoger D. Landry
président et éditeurClaude Masson
éditeur adjointMarcel Desjardins
directeur de l'informationAlain Dubuc
éditorialiste en chef

Que faire du Stade olympique?

Il n'est pas un jour qui passe sans qu'il soit question de l'avenir du Stade olympique de Montréal, depuis l'effondrement d'une poutre de 50 tonnes, le 13 septembre dernier.

Après ses erreurs de conception et de construction, après son coût faramineux, après les multiples déchirures de sa toile, voici que l'insécurité du stade atteint son paroxysme et crée jusqu'à une psychose collective.



Doit-on ouvrir le stade pour les salons et expositions d'automne, dont le Salon de l'agriculture à compter du 23 novembre? Le garder fermé jusqu'à ce que la moindre garantie d'une sécurité totale soit assurée unanimement par tous les spécialistes? Le démolir carrément et le remplacer par un nouveau stade?

Les solutions extrêmes doivent, autant que possible, être écartées. Il faut analyser lucidement la situation. La panique est mauvaise conseillère.

Que le ministre du Tourisme, M. André Vallerand, ait décidé de fermer le stade, il y a un mois et demi, il a bien fait. La sécurité du public doit être le premier objectif retenu par les autorités publiques. Avant les revenus. Avant la réputation.

Le stade est-il, oui ou non, sécuritaire? Les avis des experts sont partagés. Compte tenu des doutes importants suscités dans l'esprit des gens par les derniers accidents à la toiture et à une poutre, qui peut donner une assurance raisonnable sur la

sécurité du stade olympique? La confiance du public sera fonction de la crédibilité des experts qui se prononceront sur le sujet. Quelle qu'elle soit, la réponse doit venir sans délai.

Plus la situation s'éternise, davantage elle pourrait. Rappelons-nous, à titre d'exemple, qu'à peine cinq jours après le tremblement de terre à San Francisco, le stade de baseball était rouvert.

Il faut tout faire pour sauver le stade de Montréal. Ce serait trop facile de réclamer innocemment ou cyniquement sa démolition.

Oui, le stade et le toit ont coûté cher: 687 millions selon les chiffres de la Régie des installations olympiques et 1,171,899,675\$ pour l'ensemble du complexe olympique, incluant tour, piscines, stationnements, vélodrome, centrale thermique et aires extérieures. C'est beaucoup d'argent. Beaucoup trop.

Mais il ne servirait à rien de revenir en arrière et de mettre la hache dans ce complexe, à moins que son avenir soit sans issue. Ce qui est peu probable.

Tout n'est pas négatif quand même. Il faut mettre la situation en perspective.

● Le stade de Montréal est le plus occupé de tous les stades en Amérique du Nord: 250 jours par année, dont 81 par les Expos.

● Les opérations actuelles rapportent environ 200 millions par année provenant des dépenses effectuées par les diverses clientèles.

● Les retombées économiques des événements et des activités qui se déroulent au stade se chiffrent entre 104 et 220 millions par année, selon un scénario pessimiste ou optimiste.

● Au moins 2200 emplois, et jusqu'à une possibilité de 4500, ont été ou seront créés ou maintenus par la construction et le parachèvement de l'ensemble du parc olympique, englobant le village et le biodôme. Des 237 employés réguliers de la RIO, plus de 40 p. cent demeurent dans l'est de Montréal.

● Les gouvernements supérieurs retirent quelque 29 millions de taxes des activités du parc olympique, dont 3 millions au seul chapitre de la taxe d'amusement.

● Les Expos rapportent 4,3 millions, les salons 2,7 millions, les spectacles 3,2 millions.

Si Montréal voyait disparaître son stade, ce sont aussi le club de baseball *Les Expos*, le club de football *La Machine*, des pertes économiques et touristiques énormes qui disparaîtraient en même temps. Et surtout une réputation à jamais ternie dont Montréal ne se relèverait pas de sitôt.

Dans cette perspective, il faut vivement souhaiter que le stade reste ouvert, à condition qu'il offre toutes les garanties de sécurité et des coûts d'améliorations et de parachèvement logiques et acceptables. C'est au gouvernement et à la RIO d'offrir ces garanties.

Claude MASSON

La carpe et le paon

Le contraste entre les deux hommes qui monopolisent la vie politique québécoise est tel qu'on pourrait presque en faire une fable.

Robert Bourassa, muet comme une carpe, évanescant jusqu'à l'absurde. Il est tellement absent d'un débat où sa présence est pourtant essentielle que de carpe, il devient taupe.



Cela laisse tout le terrain à son adversaire Jacques Parizeau, qui en abuse. M. Parizeau, que les sondages favorisent, a le vent en poupe. Il est de toutes les tribunes, il commente tout, parle beaucoup et a bien du mal à contenir l'euphorie que suscite en lui sa victoire prochaine. De pie, il devient paon.

S'il est normal qu'un homme politique veuille faire les manchettes et occuper toute la scène, cela comporte des risques. Plus on parle, plus on est vulnérable. M. Bourassa, la carpe, est presque inattaquable, tandis que M. Parizeau multiplie les occasions où il peut commettre un faux pas.

Et c'est ainsi que dans l'une de ses innombrables interventions publiques de la semaine, le chef du PQ a commis une gaffe qui a fait sourire ses adversaires et découragé bien de ses partisans, lorsqu'il a précisé que, dans un Québec souverain, les Québécois qui le désirent pourraient aussi rester Canadiens et avoir droit à la double citoyenneté.

En choisissant d'aborder cet aspect relativement trivial du débat constitutionnel, en fournissant des précisions qui n'étaient ni urgentes ni essentielles, M. Parizeau ouvre la porte à deux interrogations qui ne lui rendent pas service.

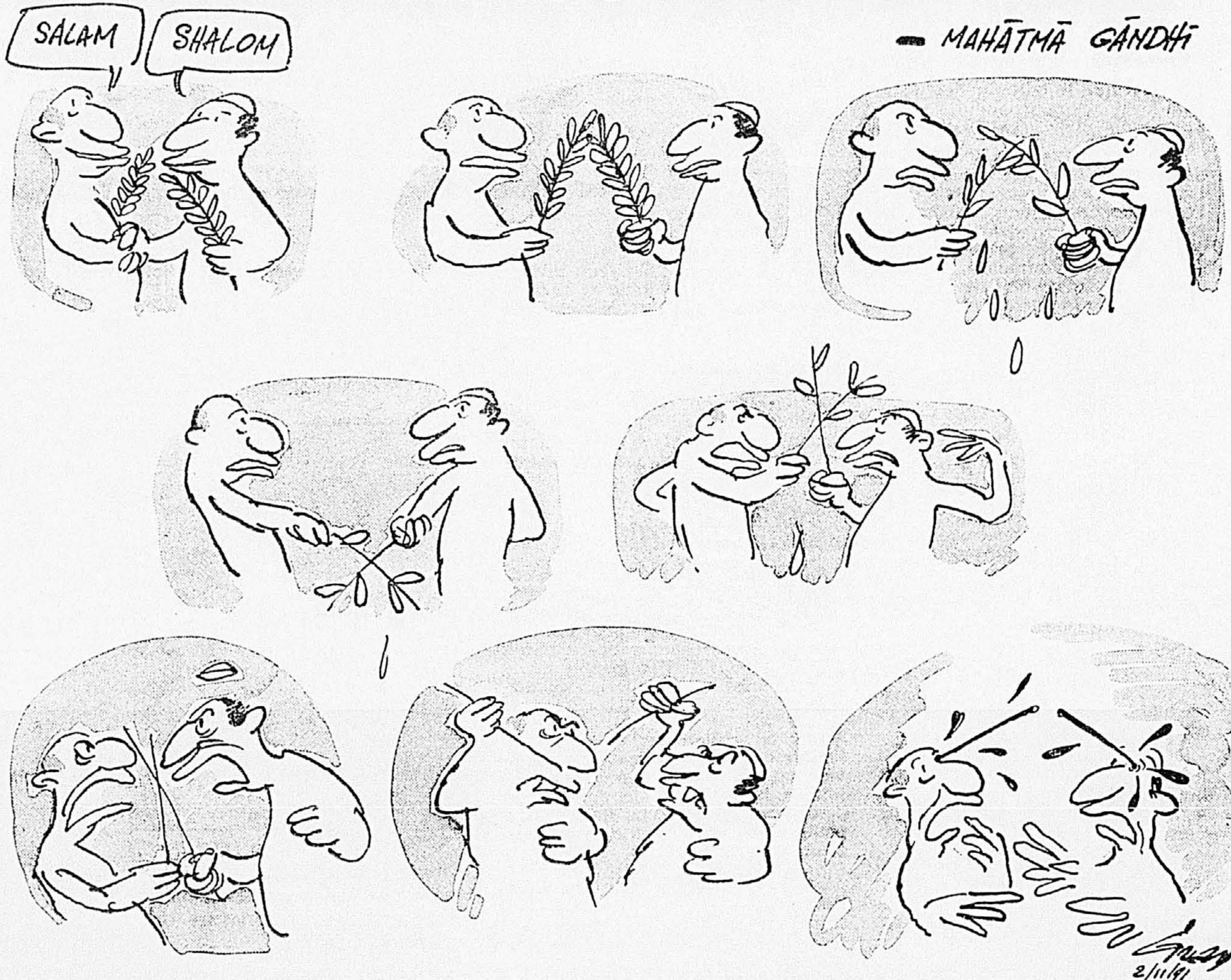
D'abord, en décrivant par le menu les détails de la souveraineté, le chef péquiste fait comme si c'était déjà dans le sac. Cela suggère une autre fable, celle-là une vraie, *Parlette et le pot au lait*. L'euphorie de M. Parizeau n'est pas communicative, elle irrite bien des gens, tous ceux pour qui le débat sur l'avenir du Québec n'est pas clos. Et ils sont nombreux dans les deux camps.

Ensuite, les précisions de M. Parizeau sur la souveraineté pousseront bien des Québécois à se demander, avec plus d'insistance, à quoi servira une souveraineté privée de ses symboles et de ses outils. Après le dollar canadien et le passeport canadien, il ne manquera que le profil de la reine sur les timbres québécois.

Alain DUBUC

"OEIL POUR OEIL" FINIRA PAR RENDRE LE MONDE AVEUGLE

— MAHĀTMĀ GĀNDHĪ



LETTRE DE MONTRÉAL

Votre Bob Rae nous rappelle le bon vieux temps

L'éditorialiste en chef de La Presse, Alain Dubuc, et l'éditeur du *Toronto Star*, John Honderich, poursuivent leur correspondance sur leurs visions respectives du Canada et du Québec. La présente lettre d'Alain Dubuc paraît en anglais dans le *Star*.

Dear John,

Depuis que nous avons entrepris cet échange de lettres, nous n'avons eu aucun mal à définir les différences qui nous séparaient. Nous avons réussi à nous mettre d'accord sur quoi nous n'étions pas d'accord. Mais nous n'avons pas vraiment réussi à atteindre l'autre objectif que nous nous étions fixés, définir nos valeurs communes et découvrir ce qui pouvait nous garder ensemble.



Je me suis creusé les méninges pour combler cette lacune et pour faire porter cette lettre sur un thème plus constructif que cette ridicule affaire Lindros ou le retour de Pierre Elliott Trudeau. Et j'ai trouvé quelque chose qui pouvait rapprocher les Québécois et les Ontariens. Ou plutôt quelqu'un: votre premier ministre, Bob Rae.

Vous croyez probablement que je blague. Bob Rae? Quand nous savons bien que les néo-démocrates ne sont pas populaires au Québec en raison de leur centralisme. Quand nous savons tous que si Bob Rae a réussi à battre David Peterson, c'est en-

tre autres parce que ce dernier était un partisan trop chaud de l'Accord du Lac Meech?

Bien sûr, je blague un peu, parce que les raisons qui peuvent rendre Bob Rae populaire au Québec ne plairont pas nécessairement aux Ontariens. Mais je suis aussi très sérieux: il y a une certaine alchimie en Ontario depuis les dernières élections provinciales qui peut contribuer à rapprocher les deux provinces. J'ai trouvé six raisons qui peuvent expliquer en quoi Bob Rae a réussi ce tour de force.

Premièrement, la victoire de Bob Rae a rendu la politique ontarienne intéressante. À ma connaissance, c'est la première fois que les Québécois suivent vraiment ce qui se passe à Queen's Park entre deux élections provinciales. Les politiques de votre gouvernement sont parfois innovatrices, parfois imprévisibles, mais ça bouge. Quel contraste avec la politique québécoise, où nous revivons le même débat pour la énième fois, avec des politiciens qui sont maintenant ennuyeux parce qu'ils sont dans le décor depuis un quart de siècle.

L'Ontario nous propose la nouveauté et la variété. Cela n'est pas négligeable. L'intérêt que Bob Rae suscite peut contribuer à surmonter deux des plus obstacles à toute forme d'harmonie au Canada: l'ignorance et l'indifférence.

Deuxièmement, Bob Rae éveille un certain courant de nostalgie au Québec. Il nous rappelle le Parti québécois lors de son premier mandat, quand le gouvernement Lévesque faisait bien des erreurs mais faisait

aussi preuve de dynamisme et de créativité. Même vos débats nous rappellent le bon vieux temps, ne serait-ce que celui qui a entouré votre énorme déficit. Plusieurs Québécois auront l'impression de vous connaître un peu mieux. Cela ne peut pas être mauvais. D'autant plus que, tout comme plusieurs innovations du gouvernement Lévesque ont été copiées par d'autres provinces, nous reprendrons sans doute certaines idées de Bob Rae, en commençant par sa politique autochtone.

Troisièmement, l'Ontario et Bob Rae nous ont ôté toute épine du pied. Cela peut devenir pénible d'être une cause de préoccupation pour les Américains. Vous nous avez soulagé de ce fardeau. Les agences de crédit américaines ont découvert l'Ontario et plusieurs analystes américains sont bien plus inquiets du socialisme ontarien que du séparatisme québécois. Merci encore une fois.

Quatrièmement, même si Bob Rae n'est pas un copain de Bourassa, comme l'était Peterson, il n'est pas hostile au Québec, loin de là. Il parle parfaitement bien le français, il est en faveur de la société distincte, et il a des principes, ce qui ne peut pas nuire dans un débat constitutionnel.

Cinquièmement, je sens un glissement dans les politiques économiques ontariennes qui pourrait rapprocher le Québec et l'Ontario. Parce que Queen's Park doit faire affaire avec un gouvernement fédéral dont l'idéologie est incompatible avec la sienne, cela force les néo-démocrates de Bob Rae à compter sur les politiques provinciales pour concrétiser leur vision de la société et de l'économie.

L'Ontario ne veut pas donner un chèque en blanc à Ottawa, un peu comme le Québec. Et on a pu voir que les réactions de Bob Rae aux propositions constitutionnelles fédérales sur l'union économique étaient similaires à celles de Bourassa. Québécois découvrent en prime que leur vision du centralisme néo-démocrate était un peu simpliste.

Il y a enfin une sixième raison. Peut-être avez-vous trouvé que certaines des réactions que je viens de décrire sont quelque peu condamnables. Il est vrai que des Québécois ont réagi avec un malin plaisir aux gaffes ontariennes, par exemple l'histoire du déficit. Mais c'est là un processus sain.

Depuis des années, les Québécois ont nourri un certain ressentiment envers les succès de l'Ontario, n'ont jamais digéré le fossé qui s'élargit entre Montréal et Toronto. L'Ontario était la terre promise de l'abondance, des génies financiers et de la Big Blue Machine.

Nous découvrons maintenant que les Ontariens peuvent faire des gaffes financières, qu'ils ne sont pas immunisés contre les récessions, que leur Sky Dome n'était pas, après tout, un stade économique et qu'ils verront peut-être leur fardeau fiscal augmenter.

Il y a un peu d'ironie dans tout cela, mais aussi quelque chose d'autre, qui est essentiel au dialogue et à la compréhension: les Québécois sont en train de découvrir, qu'après tout, vous êtes humains!

À bientôt,

Alain

La boîte aux lettres

La question des gays fait perdre la tête aux politiciens

■ Un récent article de *La Presse* («Collins dit oui aux gays dans l'armée», 23 octobre 1991, p. A-11) m'a rendu perplexe et m'a irrité.

D'après cet article, l'armée canadienne admet les gays, mais leur refuse tout avancement. Le ministère de la Justice a averti le gouvernement que les tribunaux pourraient invalider cette politique. Le cabinet étudiera sous peu la question.

Mme Mary Collins, ministre associée de la Défense, s'est déclarée personnellement favorable à l'admission des gays dans l'armée. N'y sont-ils pas déjà admis? Voilà ce qui me rend perplexe. Ce qui m'irrite, ce sont d'abord les réserves exprimées par la ministre. Il faudrait que «les gens se comportent correctement». Mme Collins semble insinuer que la correction des gays, en tant que groupe, n'est pas incontestable, qu'il faudrait les avoir à l'oeil parce qu'ils sont gays. Attribuer une caractéristique négative à tous les membres d'un groupe en tant que tels, n'est-ce pas l'essence même de la discrimination?

Mme Collins a eu l'occasion d'observer la parfaite correction de son collègue aux Communes, M. Svend Robinson, qui reconnaît avec fierté être gai. Pourquoi ce qu'elle peut remarquer autour d'elle deviendrait-il incertain dans les casernes? L'atmosphère de l'armée serait-elle corrompue à ce point?

Le plus irritant, toutefois, c'est la déclaration de l'ex-député Pat Nowlan. À son avis,

notre armée devrait bannir les gays... parce que l'armée américaine le fait!... Impossible de pousser la servilité plus loin! Impossible d'être plus colonisé! M. Nowlan a déjà été député à Ottawa. On se demande pourquoi. N'aurait-il pas été plus logique qu'il milite pour l'annexion du Canada aux États-Unis?

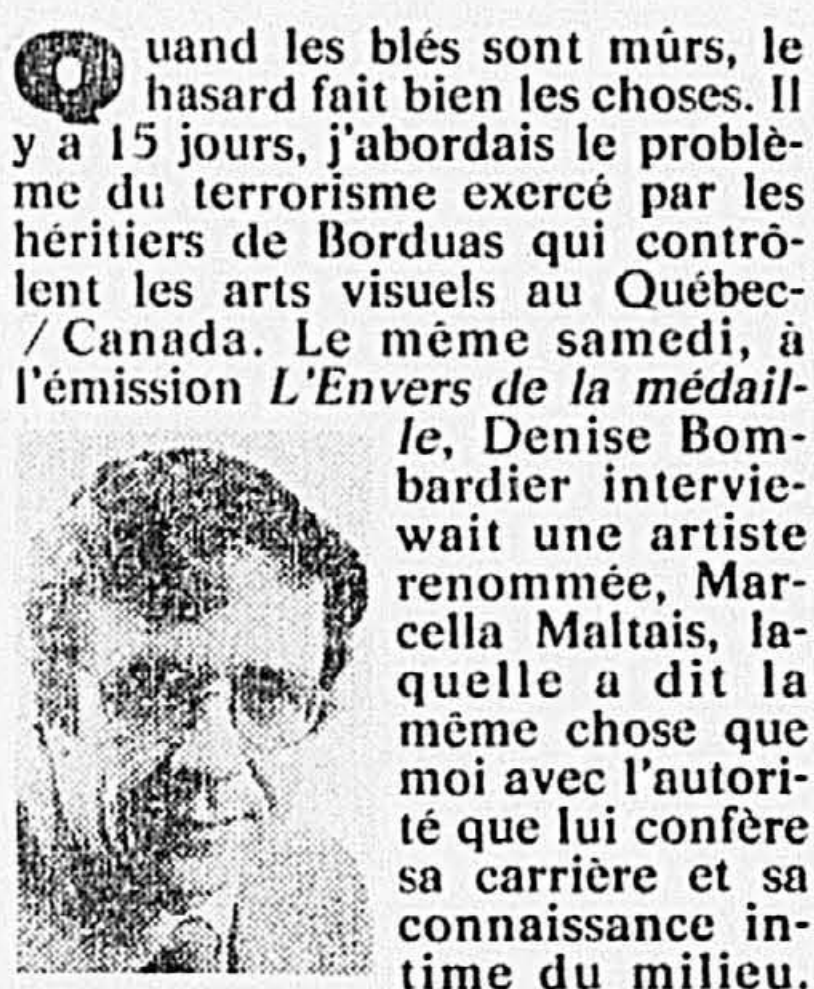
Il semble que notre classe politique perde son sang-froid dès qu'il est question des gays. Mme Collins oserait-elle dire: il faut admettre les Noirs (ou les Juifs, ou les Asiatiques, ou les Amérindiens) pourvu qu'ils se comportent correctement? M. Nowlan oserait-il proposer l'abolition de la monarchie pour se conformer aux principes républicains des États-Unis? Croit-il nécessaire de rétablir la peine de mort parce que nos voisins du Sud l'ont fait? Oublie-t-il que le siège de député qu'il a occupé, il le devait aux suffrages de citoyens canadiens?

De grâce, madame la ministre, monsieur l'ex-député, un peu de bon sens! Un peu d'esprit critique! Ne vous effarouchez pas chaque fois que vous entendez parler des droits des gays. Ne croyez pas que leurs «mauvais penchants» les portent à une conduite incorrecte. Ne croyez pas que le Canada doit se transformer encore plus en une copie conforme des États-Unis. Surtout, rendez-vous compte que les gays sont des êtres humains comme les autres.

Jean-Guy LE BLANC

Opinions

Un «rack à viande» subventionné

JACQUES DUFRESNE
collaboration spéciale

M^{me} Maltais est l'auteur d'un très beau livre, *Notes d'atelier*, qui vient tout juste de paraître aux Éditions Du Beffroi.

Quelques jours plus tard, je retrouvais les mêmes idées, la même protestation indignée dans un article de la revue *L'Analyste* intitulé *L'Art avarié* et signé Jean-Noël Tremblay. Cet homme raffiné, plein de mesure, n'hésite pas à présenter la Banque des arts comme un *admirable dépotoir*. Cette institution, qui dépend du Conseil des arts du Canada, a pour mission d'acheter des œuvres d'artistes canadiens et de les louer ensuite aux mécènes anonymes aussi appelés contribuables.

Dans *La Presse* de mercredi dernier, le peintre Serge Lemoyne se joignait au débat pour dénoncer les *insultes à la Révolution tranquille* et à la culture québécoise dont je me fais, selon lui, le *complicité complaisant*.

Au début des années 1970, M. Lemoyne, qui peignait alors avec un bâton de hockey, s'est fait remarquer par ses *peinturlurages* bleus, blancs, rouges. Il s'est longtemps confiné à ces trois couleurs. La semaine dernière, le réseau anglais de Radio-Canada nous le montrait en train de démolir sa maison natale avec l'intention d'en récupérer les morceaux, préa-

blement colorés, pour en faire une installation. Tiens! Il prend sa maison natale pour le mur de Berlin! Serait-ce le commencement de la fin du parti unique dans les arts au Canada?

Dans sa réplique à mon article du 19 octobre, il explique que seulement 30 artistes québécois sur 15 000 ont droit chaque année aux faveurs du Conseil des arts. Il est donc normal, ajoute-t-il, qu'il y ait plus de frustrés que d'élus. Il omet cependant de préciser qu'entre 1968 et 1990, son nom apparaît à 20 reprises sur la liste des élus du Conseil des arts et de la Banque des arts. (Pour mieux comprendre l'homme et ses productions, voir dans la collection Lavalin, une production intitulée *Espace rouge, ligne blanche* et au Musée du Québec une autre intitulée *Blanc*).

En 1987-88, sur les 30 membres constituant le jury de la Banque des arts, 11 figurent sur la liste des artistes dont au moins une œuvre a été achetée par ladite banque. En 1989-90, la proportion est de 15 sur 50.

Quand on connaît des artistes de génie qui ne peuvent même pas rêver de figurer une toute petite fois au bas d'une liste aussi prestigieuse — parce qu'ils savent dessiner, parce qu'ils connaissent les techniques de la peinture — on s'indigne et on prend vis-à-vis de soi-même l'engagement de braquer les réflecteurs sur l'*admirable dépotoir*.

Le nouvel art moralisateur

Justement les réflecteurs se sont récemment braqués d'eux-mêmes sur la dernière trouvaille de Jana Sterbak, l'auteur de *La Robe de viande*. Cette trouvaille, un *rack* de métal, appelé Sysiphe II, rappelle les structures tournantes dont on se sert en Argentine pour faire griller la viande autour d'un feu de bois.

Nous sommes ici au cœur de l'imposture. L'œuvre qui se présente sous les apparences de l'art n'est en réalité qu'un moment tapageur dans une démarche qui vise à transmettre un verbiage

quelconque. Dans le cas de la robe de viande, le message était celui des ascètes macabres qui, à intervalles réguliers au cours de l'histoire, ont rappelé aux trop bons vivants que leur chère chair n'est que de la pourriture en devenir. Dans le cas de Sysiphe II, le message est mythologique. «En réactualisant la mythologie, nous dit M^{me} Sterbak, je veux faire une connexion avec le passé et démontrer que nous sommes toujours les mêmes... En tant qu'êtres humains, nous pouvons faire beaucoup de choses, mais il y a des limites. Et ce sont ces limites qui m'interrogent.»

Oui madame, nous avons des limites et notre chair est corrompible; merci de nous le dire de façon si efficace, si *interrogante*. Il faut en effet reconnaître que les prédicateurs ne provoquent pas de débats nationaux quand ils remettent leurs ouailles devant de telles vérités à partir des écrits de saint Alphonse de Liguori. Pour ce qui est de moriger les jouisseurs orgueilleux que nous sommes, votre procédé, qui consiste à détourner les mots art et beauté de leur sens, est en effet très efficace.

Mais c'est un prix de communication madame que vous méritez et non une subvention normalement destinée aux arts. Vous me direz sans doute: «A chacun sa vérité, ma conception de l'art vaut bien la vôtre. A quoi je répondrai qu'il est absurde de subventionner les arts dans une société où il n'y a pas de consensus minimal sur le sens du mot art. La confusion qui règne alors dans les esprits ne peut que favoriser les manœuvres obscures d'un petit groupe de sectaires qui s'entendent au moins sur une chose: terroriser ceux qui ne sont pas de leur avis.

La lumière globale

Ce qui me ramène au très beau livre de Marcella Maltais. Il est l'antidote dont la nécessité se fait sentir depuis longtemps. On y trouve, présentée en un langage parfaitement dépouillé, fruit de la plus authentique expérience, une conception de l'art et de la beauté

qui enchanterait Cézanne et à laquelle Platon, Vermeer ou Paul Valéry n'auraient rien à retrancher.

Marcella Maltais a connu une première gloire dans le sillage de Borduas, pour lequel elle conserve un certain respect même si le jugement qu'elle porte sur l'œuvre de ses héritiers, vrais ou faux, est sans appel: «On peut dire que le refus global portait merveilleusement bien son nom. Sectaire dans ses parti-pris, GLOBAL dans ses REFUS. Négatif il est né, négatif il se meurt, stérile, sans progéniture, sans même avoir tracé un chemin pour les jeunes générations.»

Puis pendant des mois à Hydra, en Grèce, cherchant confusément une dimension supérieure, elle a détruit tout ce qu'elle produisait. «Jusqu'au où jour où, dit-elle, j'eus l'idée, incroyable pour moi, de peindre de ma fenêtre le paysage qui s'offrait à mon regard... J'avais l'impression d'être un peintre qui VOIT pour la première fois de sa vie. J'avais trouvé ce qu'obscurément je cherchais. L'éblouissement lumineux qui me traversa alors était une sorte d'état de grâce auquel je ne fis que me soumettre. Je compris peu à peu que je me détachais de tout ce qui avait composé mon expression instinctuelle pour appréhender une peinture plus consciente. Consciente par la priorité absolue de la LUMIÈRE GLOBALE, qui fait apparaître les couleurs et les formes sur la toile, alors que pendant mon expérience abstraite les formes et les couleurs étaient posées un peu gratuitement sur la toile au gré de l'instinct.»

Voici enfin une conception de l'art! Marcella Maltais ne voudrait surtout pas en faire un nouveau dogme. Elle voudrait seulement comprendre pourquoi la non-musique vide les salles, tandis que la non-peinture remplit les galeries et les médias. Elle déplore que «devant l'événement miracle d'une œuvre picturale harmonieuse, le vacarme habituel des médias se transforme soudain en un silence oppressant. Silence non pas de respect, mais de lâcheté assassine.

Lysiane Gagnon

L'État séraphin

O u'est-ce qu'on ferait si l'on n'avait pas, pour se distraire quand l'automne tourne au gris et que l'hiver est à nos portes, les députés libéraux du Québec?

Il faudrait les inventer. Eux-mêmes, faut-il dire, font preuve d'une faculté d'invention à nulle autre pareille. Leur dernière trouvaille: fermer les écoles en janvier pour économiser sur les coûts de chauffage et d'électricité.

Félicitations pour votre beau programme, Messieurs-Dames, d'autant plus que vous faites la fonction de pionniers. Personne au monde, si je ne m'abuse, ne s'est jamais aventuré aussi loin dans l'avarice institutionnelle. Voilà Séraphin Poudrier réincarné en grand argentier de l'État!

Fermer les écoles en janvier? Mais pourquoi en janvier seulement? N'économiserions-nous pas davantage en les fermant durant tout l'hiver? Allez, courage! Foin des demi-mesures! Fermons les écoles, point à la ligne. Quelle magnifique économie cela serait! On pourrait à la rigueur les entrouvrir durant l'été — en juillet par exemple: cela donnerait un petit congé aux parents, et ne coûterait pas cher en chauffage ni en frais de cafétéria: du sirop d'érable de l'an passé, un peu de poutine — de toute façon les enfants ont moins faim l'été.

* * *

Une autre idée brillante émanant du caucus libéral: l'impôt sur la maladie. Plus on est malade, plus on paie.

C'est le super-ticket-modérateur auquel même Jacques Parizeau, qui a déjà rêvé tout haut à l'idée de pénaliser les citoyens qui auraient la mauvaise idée d'utiliser trop souvent les services médicaux, n'avait jamais osé penser.

Cette mesure, dit-on, rapporterait 400 millions par année au gouvernement québécois. L'affaire a de nets avantages. Avec 400 millions de dollars en surplus, le gouvernement pourrait construire, si mes calculs sont exacts, huit cents tronçons de route par année pour accommoder les intérêts de ses amis politiques.

Le plus beau de l'affaire, c'est que le ministre de la Santé et grand organisateur du Parti libéral, M. Marc-Yvan Côté, n'aurait même pas à piger dans la caisse d'un autre ministère pour rendre service à ceux de ses amis qui veulent que les contribuables défraient, dans la bonne grosse logique conviviale de «Québec Inc», l'infrastructure nécessaire à leur commerce.

On sait maintenant que lorsqu'il était ministre des Transports, M. Côté a octroyé, contre l'avis de ses hauts-fonctionnaires, un demi-million pour la construction d'une route dont la seule utilité allait être de desservir un projet immobilier de l'ancien député libéral Jean-Noël Lavoie, qui fut aussi, de 1970 à 1976, président de l'Assemblée nationale. La cerise sur ce joli petit bonbon de l'Halloween, c'est que le projet immobilier ne vit jamais le jour. La route, toutefois, existe, perdue dans les bois entre Val-Morin et Val-David.

Mais qu'est-ce qu'un minuscule demi-million dans la gigantesque balance des fonds publics? dira le ministre Côté. Il a raison. 500 000 \$ c'est vraiment fort peu. Mais imaginez ce que l'on pourrait faire avec 400 millions \$ par année!

Combien de Malenfant pourraient acheter combien d'hôtels, combien de centres de ski? Combien de Gaucher pourraient acheter combien de supermarchés, combien d'entrepôts? Combien de Lamarre pourraient construire combien de stades olympiques et de toits rétractables? Et tout ce beau monde qui vous est ensuite redevable jusqu'à la fin des temps...

You scratch my back, disent les Anglais. *T'il scratch yours*. Donnant, donnant. Le rêve. Un rêve partagé, faut-il dire, par nos deux grands partis. Mais Québec Inc. n'est pas tot: il se partage également entre les deux familles politiques, comme naguère les bureaux d'avocats s'assuraient d'acointances tant chez les bleus que chez les rouges, pour ensuite intégrer parmi leurs associés quelques pequistes bon teint.

* * *

Allez, les malades, encore un petit effort, au moins vous ne serez pas malades en vain! Vos souffrances serviront à quelque chose!

Pour chaque demi-journée d'attente sur les bannes d'une salle d'urgence, pour chaque demi-journée passée dans l'antichambre d'un médecin avec votre enfant dans les bras, pour chaque radiographie, chaque biopsie, chaque chirurgie, chaque traitement de chimiothérapie, chaque séance de dialyse, chaque réanimation cardiaque et chaque transfusion de sang, vous saurez, cher «consommateur de soins médicaux» qui vous plaisez à «abuser» du système, qu'une petite parcelle de «Québec Inc» accroît ses profits grâce à vous.

Mais, direz-vous — vous l'éternel optimiste — est-ce que cela n'aura pas au moins l'avantage de préserver des emplois, voire d'en créer?

Hélas, même avec un malade aux soins intensifs, on ne peut esquiver cette question: avec, derrière eux, les fonds publics de la Caisse de Dépôt, de la Société de Développement industriel, voire, dans certains cas, du Fonds de solidarité de la FTQ, combien d'emplois ont-ils créés, les Malenfant, Gaucher, Lamarre et tutti quanti, sans oublier les consortiums qui ont acheté les Expos, Québecair, et tant d'autres entreprises au bord de la faillite?

La question la plus pertinente serait plutôt: combien d'emplois ont-ils été perdus?

* * *

L'autre question: qui utilise le plus les services de santé?

Les femmes évidemment, à cause de leur fonction reproductrice. De la puberté à l'ostéoporose en passant par les maternités, les avortements, la ménopause et le cancer du sein, les femmes sont, comme Donald aux yeux de Séraphin Poudrier, les grandes «dépensières.»

Ce sont elles, en dernier ressort, qui devront payer pour les routes du ministre Marc-Yvan Côté.

La terreur règne toujours au Mozambique

FRANCINE PELLETIER
collaboration spéciale

NAMPULA, Mozambique

Il s sont peut-être 2000 à attendre sous un soleil de plomb. Deux mille hommes, femmes et enfants qui attendent, droits comme des piquets et avec des faces de carême, l'arrivée du gouverneur et de sa «délégation».

«Vous êtes ici dans le vrai Mozambique», dira plus tard notre hôte, le gouverneur de la province de Nampula, Alfredo Gamito. Le gouverneur veut dire que ce comité d'accueil plutôt funèbre, cette procession de petits dignitaires sagement alignés pour nous souhaiter la bienvenue, ce convoi militaire armé jusqu'aux dents qui chapeaute cette bizarre cérémonie et puis, l'immensité du paysage, toute cette terre rouge et cette végétation hirsute... tout ça est au cœur du Mozambique.

On est ici à Ribaua, à quelque 900 kilomètres de la capitale nationale, Maputo, et à 350 kilomètres de l'océan Indien. Le Mozambique profond, quoi, là où il n'y a pas d'électricité, presque pas de nourriture, pas beaucoup d'eau et une petite armée de guérilleros qui rasant la campagne depuis plusieurs années déjà.

Les 2000 Mozambicains qui nous regardent sans mot dire, sans trop savoir pourquoi ils sont là, on le devine, ne sont qu'une infime partie de ce qui ne va pas ou plutôt, de ce qui ne va plus dans ce pays.

Il y a la guerre, bien sûr. Une guerre créée de toutes pièces par les services secrets rhodésiens en 1975, peu de temps après l'indépendance mozambicaine, et reprise sous l'aile sud-africaine dès 1980. Une guerre qu'on dit aujourd'hui surtout appuyée et financée par les riches colons portugais réfugiés en Afrique du Sud et qui n'attendent que le jour, paraît-il, où ils pourront retourner dans «leur» pays.

Une guerre, en tout cas, qui dure depuis 16 ans et qui a fait un million de morts, deux millions de réfugiés et quatre millions de «dislocados» (déplacés) à l'intérieur du pays. Une guerre, finalement, qui, malgré de récents pourparlers entre la guérilla (la *Renamo*: Résistance nationale mozambicaine) et le gouvernement (le *Frelimo*: Front de libération mozambicain), semble bien loin de vouloir disparaître.

Toutes ces faces de carême en sont la preuve. Ces 2000 Mozambicains, qui nous épient toujours sans broncher, ont fui leur village il y a quelques semaines, à la suite d'une attaque de la Renamo. Sept fois déjà, les guérilleros les ont surpris en pleine nuit et pillé le village. En juin dernier, l'assaut a été particulièrement féroce. Après avoir tué une centaine d'habitants, les guérilleros ont tranché une dizaine de têtes, puis les ont étalées sur la place publique. Question de terroriser les villageois bien comme il faut.

Autre technique de choix de la Renamo: on coupe les lèvres, le nez ou les seins des victimes. On enlève aussi les jeunes garçons, on les force à mettre le feu à leur maison ou même à tuer leurs parents. Après avoir commis de telles horreurs, les jeunes n'ont d'autre choix que de rejoindre les rangs de la Renamo.

On enlève les femmes aussi, mais pour d'autres raisons: pour servir comme domestiques ou comme prostituées. Enlevée il y a trois ans alors qu'elle travaillait aux champs, Cecilia Joaquim est une de ces femmes-là. Elle avait 17 ans à l'époque et était enceinte de huit mois. Après 39 jours passés dans un camp de la Renamo, la jeune femme a tenté de s'évader. On l'a attrapée, battue et violée. Quelques jours plus tard, elle s'évadait à nouveau, cette fois avec succès.

Comme des milliers de dislocados, Cecilia Joaquim vit aujourd'hui près de la capitale de la province. Pour plus de sécurité. Mais même là, la Renamo n'hésite pas à attaquer. Il y a quelques mois, les guérilleros rasaient un des centres d'hébergement spécialement conçus pour les réfugiés. Plusieurs sont morts, d'autres ont disparu. Un garçon de 14 ans s'est fait ouvrir le ventre par une balle et une femme a vu son enfant de deux ans tué devant ses yeux.

C'est un pays riche en histoires d'horreur que celui-ci. Le gouverneur ne le sait que trop. C'est pourquoi il tente maintenant de se faire encourager. «Nous allons vous aider», dit-il aux dislocados. «Nos amis Canadiens, ici, ajoutent-il, pointant les six Blancs visiblement mal à l'aise à ses trousses, le font déjà.» (Coopération Canada-Mozambique, une association d'ONG canadiennes, ainsi que l'ACDI et CARE Canada sont effectivement très impliqués ici).

Mais personne n'y croit vraiment. Ça se voit aux visages impassibles et au mur de silence qui nous entoure. C'est l'autre chose qui cloche dans ce pays: la désaffection presque totale en l'autorité



Les villageois doivent subir les visites répétées des guerilleros.

politique. Tout est trop dur en ce moment, trop confus aussi. Car il n'y a pas que la Renamo qui fait la pluie et le beau temps par le temps qui court. Il y a aussi des petits bandits (parfois associés à la Renamo, parfois pas, allez savoir...) qui volent et qui pillent les villages et jusqu'à certains éléments de l'armée mozambicaine qui se sont mis récemment de la partie.

«C'est un pays au bord de la désintégration sociale», nous avait dit, à Johannesburg la semaine dernière, un professeur d'université. C'est un pays physiquement, économiquement et politiquement saigné à blanc, en tout cas. «Vous croyez que le gouvernement pourra vous aider?», ai-je demandé à de nombreux réfugiés. Inévitablement, on hausse les épaules, on lève les yeux au ciel, ou on s'esclaffe.

On ne croit plus à grand-chose ici, sauf à la survie.

Il aurait pu, pourtant, en être autrement. L'indépendance du Mozambique, après tout, n'a pas été une indépendance comme une autre. Plus que le rejet de 475 ans de colonialisme portugais, c'est la

libération de toute l'Afrique australe que visait le nouveau Mozambique à ses débuts. En bref, c'est la fin de l'hégémonie exercée par l'Afrique du Sud dans la région que le Mozambique a été le premier à combattre.

Le Mozambique, en fait, a été à l'Afrique ce que le Nicaragua a été à l'Amérique latine: un nouveau modèle (socialiste, bien sûr) de développement, une recette pour s'en sortir. Ce fut une courte mais excitante expérience qui, comme le Nicaragua, s'est cassée les dents sur de puissants intérêts étrangers et une assez grande indifférence internationale.

Ravagé par la guerre, ruiné économiquement et politiquement affaibli, le Mozambique, aujourd'hui, n'est plus que l'ombre de lui-même. Ni tout à fait socialiste, ni tout à fait capitaliste, ce petit pays de 17 millions d'habitants cherche désespérément une troisième voie. Mais surtout, il cherche la paix.

Pour les milliers de Mozambicains épuisés par une guerre qui n'en finit plus, c'est la seule chose qui compte vraiment.

LES ENFANTS DE LA LOI 101



À l'intérieur comme à l'extérieur, les couleurs et les races s'entremêlent au cégep de Saint-Laurent, le collège multiethnique par excellence. Dans l'ordre habituel, Nicoletta Longoni, Thang Nguyen, Wisline Legros, Juan Carlos Munos et Mounir Lamouri.

PHOTO DENIS COURVILLE, La Presse

Oh! la! la! que ce cégep a changé...

L'ère du collège pure laine est révolue: la vague multiethnique a rejoint cinq cégeps de Montréal



GÉRALD LEBLANC

Le petit Chilien et le petit Vietnamien qui se sont inscrits à la maternelle française à l'automne 77 sont maintenant au collège; ces enfants de la loi 101 ont transformé le visage ethnique de plusieurs cégeps de Montréal.

L'ère du cégep français pure laine est révolue à Saint-Laurent, Bois-de-Boulogne, Rosemont et Ahuntsic (André-Laurendeau, à Lasalle, suit de près le pédon du centre-nord). Ces quatre cégeps ont déjà franchi le cap du 20 p. cent et flirtent avec le 50 p. cent de nouveaux Québécois d'ici l'an 2000.

Madeleine Bellemare, prof de français depuis la fondation des cégeps en 1969, a vécu le grand dérangement. Au début, il y avait quelques noms à consonnance étrangère, comme Petrovski, mais le français était la langue maternelle de tout le monde. Ils sont arrivés par vague: les Vietnamiens, les Chiliens, les Libanais, les juifs marocains... Et maintenant, j'enseigne le français langue seconde dans un cégep francophone. Qui eut dit que je terminerais ainsi ma carrière! explique la fondatrice du centre Alpha, un centre d'aide à l'apprentissage du français au cégep de Saint-Laurent.

Bientôt 50 p. cent

Il a effectivement fallu moins de 10 ans pour bouleverser l'échiquier: en 1980, un peu plus de 10 p. cent des allophones fréquentaient les cégeps français alors qu'ils étaient près de 40 p. cent en 1990. On devrait dépasser les 50 p. cent avant la fin du siècle, car la grande majorité des immigrants qui ont fait leur école en français s'inscrivent au cégep français.

Le cégep Bois-de-Boulogne a mené, l'hiver dernier, une enquête approfondie auprès de ses quelque 2700 étu-

dants. Il s'en dégage trois grandes données:

- près d'un élève sur quatre (23 p. cent) est né à l'étranger;
- plus d'un élève sur trois (36 p. cent) n'est pas d'origine canadienne-française;
- près d'un élève sur quatre (23 p. cent) n'a pas le français comme langue première.

Une étude sur l'origine ethnique, montre que les Québécois de vieille souche ne constituaient que 64 p. cent de la clientèle de Bois-de-Boulogne.

Le championnat revient cependant toujours au cégep de Saint-Laurent, le pionnier du grand brassage ethnique. Les statistiques toutes chaudes de l'automne 91 indiquent en effet que 27 p. cent des étudiants de Saint-Laurent sont nés à l'étranger. Si on ajoute les immigrants de deuxième et troisième

génération, les enfants d'immigrants nés au Québec (Italien, Grec, Arménien, Portugais et même Vietnamien), on dépasse les 40 p. cent de Québécois de récente souche au cégep du boulevard Sainte-Croix.

Deux blocs d'allophones

On commence à discerner des blocs importants parmi ces nouveaux cégepiens francophones: les Asiatiques (surtout Vietnamiens et Cambodgiens), les Latins (surtout Chiliens et Salvadoriens), les Haïtiens, les Arabes du Proche-Orient (surtout Libanais et Égyptiens), les juifs marocains...

Le comportement des divers groupes ethniques, tant au secondaire qu'au collégial, fait ressortir un important clivage selon que sa famille a immigré au Québec avant ou après la loi 101. C'est ainsi qu'on retrouve à Bois-de-Boulogne un bloc d'enfants de vieilles communautés montréalaises (64 Ita-

liens, 58 Arméniens, 48 Grecs...) qui n'avaient pas l'habitude de fréquenter le secteur français. Enracinés dans des communautés anglicisées ou en voie de l'être, ces jeunes utilisent souvent l'anglais comme langue commune, au grand déplaisir de leurs professeurs.

L'usage de l'anglais comme langue commune est par contre beaucoup moins fréquent chez les nouveaux blocs d'immigrants qui n'ont pas grandi dans le climat de contestation du Québec français, comme leurs prédécesseurs (les juifs ashkénazes, les Italiens, les Grecs, les Arméniens...).

Or ce sont les nouveaux immigrants qui ont envahi les cégeps francophones, les anciens continuant de fréquenter massivement (à près de 90 p. cent pour les Italiens et les Grecs) les cégeps anglophones. C'est sans doute une des raisons de la transition tranquille, de l'invasion multiethnique en douceur des cégeps francophones.

Les cégeps ont été épargnés de la fronde et de la grogne ethniques qui ont frappé les polyvalentes, que certains blocs d'immigrants fréquentaient à contrecœur. Au cégep, on est libre de choisir sa langue d'enseignement, le français ou l'anglais, et on est libre de quitter l'école.

Les étudiants sont au cégep français par choix et les professeurs ont eu le temps de les voir venir. À force de voir le tissu social se transformer, le corps enseignant s'habitue comme le reste de la société québécoise.

Ces divers facteurs expliquent l'invasion tranquille des cégeps par les enfants d'immigrants et la transition en douceur vers le collège multiethnique. La preuve viendra bientôt, d'ici deux ou trois ans, quand le cégep de Saint-Laurent annoncera, à la surprise générale, qu'il est le premier collège francophone dont plus de la moitié des étudiants ne sont pas des Québécois de vieille souche.

Les professeurs de cégep mentionnent parfois le problème des autres langues (l'anglais dans les corridors, le créole ou l'arabe ou le vietnamien en classe) mais ce sont surtout deux autres ordres de difficultés qui retiennent l'attention: le niveau du français et la ghettoïsation dans les cégeps multiethniques.

Il suffit de flâner dans la cafétéria du cégep de Saint-Laurent pour constater le fort esprit de clan qui anime la gent étudiante. À part quelques affaires de cœur, c'est avec sa gang qu'on se tient en effet. Certains professeurs, comme Claire Duquette d'André-Laurendeau, jumellent les souches, un ancien et un nouveau Québécois, pour les activités parascolaires (voyages à Ottawa ou Québec, théâtre d'été et cabanes à sucre...), en espérant briser la glace ethnique.

Finalement, on peut se demander si l'esprit de clan, le repli avec les siens ne constitue pas une étape nécessaire d'intégration. Avant de se perdre dans la grande société, on sent le besoin de prolonger le séjour dans la serre chaude de son ethnie. Et l'on se protège contre les attaques indues.



Même les graffiti illustrent le nouveau visage du cégep de Saint-Laurent.

PHOTO MICHEL GRAVEL, La Presse

Les allophones ne gênent pas la qualité du français au cégep

GÉRALD LEBLANC

Jean-Paul Desbiens, alias Frère Untel, avait fait fortune en publiant les perles de ses bleuets. La plus célèbre fut sans doute *Ton histoire est une des pas pires...* qu'un étudiant avait substitué à *Ton histoire est une épopée...* de l'hymne national du Canada.

Claire Duquette pourrait répéter l'exploit en publiant les trouvailles de ses allophones du cégep André-Laurendeau. Voici quelques échantillons de sa collection: à les poques pour «à l'époque»; débrouiller sans courir, mais sans vin pour «dépouiller son courrier, mais en vain»; mal au doigt pour «maladroit».

Avec le Frère Untel, on s'était demandé en 1961 si les jeunes Québécois connaissaient encore le français. La terrible question refait surface périodiquement sans qu'on puisse lui trouver une réponse satisfaisante.

Avec Claire Duquette, on pourrait en 1991 se demander si les nouveaux Québécois ont fait chuter le niveau du français dans les cégeps francophones. Une grosse question, dont la réponse satisfaisante pourrait se faire attendre aussi longtemps que celle du frère Untel.

Alors que certains jeunes immigrants ne connaissent le français que depuis deux ou trois ans, d'autres ont fait leurs études primaires et secondaires en français, au Québec ou ailleurs dans le monde. On trouve en effet de tout dans les classes de Mme Duquette, particulièrement celles du lundi alors

qu'elle enseigne le français langue seconde au cégep André-Laurendeau.

Il a fallu du temps pour s'adapter à cette nouvelle clientèle, pour comprendre vraiment que le français était une langue seconde pour plusieurs recrues des cégeps. Il y avait une sorte d'objection de principe à donner des cours de français langue seconde dans un cégep francophone. On était tenté de leur dire d'aller ailleurs. Mais où ailleurs?

D'aide à aidant

La plupart des cégeps ont maintenant leur centre d'aide à l'apprentissage

du français, avec parfois des méthodes originales. Ainsi au centre Alpha de Saint-Laurent, on crédite un cours aux étudiants qui agissent comme moniteurs auprès de camarades plus faibles.

On y observe des phénomènes intéressants. L'an dernier, une monitrice avait trois Vietnamiens comme disciples; ils l'ont tellement fait travailler qu'elle est devenue experte en grammaire. Un Portugais a d'abord suivi trois sessions comme «aidé», avant de devenir moniteur à la quatrième session.

Le centre Alpha existe depuis cinq

ans. On y a aidé 790 élèves, dont 358 allophones. Des 265 moniteurs chargés d'aider les élèves en difficulté, 51 n'étaient pas d'origine québécoise. C'est donc dire que le centre soutient autant les vieilles que les nouvelles souches. C'est aussi dire que 51 nouveaux Québécois (Haïtiens, Vietnamiens, Marocains, Chiliens...) étaient assez forts en français pour aider les autres: 51 sur 265 c'est près de 20 p. cent, pas loin de la proportion d'allophones au cégep.

Et Mme Bellemare, une des fondatrices du centre Alpha, souligne qu'on retrouve au moins trois allophones par-

mi les dix gagnants au grand concours de la dictée annuelle de Saint-Laurent.

Les préjugés et la réalité

Finalement, baissent-ils vraiment le niveau du français ces nouveaux Québécois? La réponse semble beaucoup moins claire qu'on aimerait le croire. Bien sûr, il y a des problèmes réels, par exemple chez ceux qui apprennent le français depuis moins de cinq ans. Seuls les plus doués arrivent à une connaissance intime d'une langue apprise sur le tard. Il n'est cependant pas exclu que le surcroît de motivation ne compense le manque de préparation.

Mme Tehoryk-Pelletier, prof de sociologie à Saint-Laurent, a mené une étude sur les résultats obtenus au cégep, en 86-87. Les résultats de son enquête ont infirmé la croyance générale: «Contrairement à certains préjugés véhiculés au collège, les ressortissants des divers pays étrangers n'abandonnent pas en plus grand nombre leurs cours de français que les Canadiens de naissance. Ils ne sont guère plus nombreux à les échouer, même s'ils sont originaires de pays dont la langue n'appartient pas à la famille indo-européenne», lit-on dans son rapport d'enquête.

«Avant de mettre de l'avant de nouveaux programmes ou d'allouer des fonds spéciaux pour l'enseignement du français collégial aux allophones, il faudrait des études démontrant l'existence et la nature précise des besoins» estime toujours la sociologue.

Il y a sans doute un problème de niveau de langue dans les cégeps mais il n'est pas du tout évident qu'il provienne de l'invasion multiethnique.

Qui trop embrasse...

GÉRALD LEBLANC

Enfant de la révolution tranquille, le ou la prof de cégep gravite autour de la cinquantaine et des valeurs nationalistes de sa génération.

Il demande à ses petits Vietnamiens et Chiliens de réussir en classe, de maîtriser le français, d'aimer la culture québécoise et de sympathiser avec notre projet d'un Québec français en Amérique.

Ces objectifs, aussi nobles et légitimes les uns que les autres, couvrent des champs assez divers: la pédagogie, la culture et la patrie. On peut dire que notre bon prof accomplit

ses devoirs pédagogiques, civiques et patriotiques.

Supposons que le jeune Québécois de nouvelle souche ne fasse pas de fautes en français et comprenne aisément les communications dans cette langue, mais se montre plutôt hostile au fleurdelisé et à la chanson d'ici, plus Canadien que Québécois.

Notre bon prof aura de la peine. Il estimera avoir manqué son coup avec cet étudiant, qui parle bien le français sans aimer la langue d'ici et sans avoir l'intention de lever le petit doigt pour la défendre.

Ces objectifs, avoués ou secrets, sont intimement liés et étroitement subordonnés les uns aux autres. Il

n'est donc pas toujours facile de démêler l'écheveau de l'évaluation que font les profs de leur nouvelle clientèle multiethnique.

«Qui trop embrasse, mal étreint!» Nos cégeps devraient d'abord évaluer la capacité des immigrants de maîtriser l'outil de survie qu'est la langue française au Québec. C'est cet aspect utilitaire qui motive les jeunes Cambodgiens et Salvadoriens.

Si l'amour de notre culture et l'envie de la défendre viennent couronner l'utilitaire, tant mieux pour Claire Duquette et Madeleine Bellemare, pour Louise Lefavre et Denyse Lemay, Anthony Boulet et Paule Mauffette ainsi que tous les bons profs qui bâtissent la patrie de demain.



L'OPÉRATION RABAIS-MONSTRE

Seulement 8 240\$*



LeMans VL Aérocoupe 92

Une tonne de caractéristiques du tonnerre:

- Conception allemande
- Moteur de 1,6 litre, 4 cylindres à injection
- Freins à disque assistés à l'avant
- Amortisseurs calibrés super-performants
- 8,5 litres/100km en ville, 5,8 litres/100km sur route.**

Ne manquez pas cette offre monstre.

Renseignez-vous sur nos rabais additionnels pour les finissants universitaires.

LeMans Aérocoupe

Elle a tout

*Prix de détail suggéré par le manufacturier pour les modèles 1992 tels que décrits. Cette offre ne peut être combinée ou utilisée en combinaison avec aucune autre offre, sauf l'offre spécifique aux finissants universitaires. Le prix indiqué inclut la remise de 500\$. Les coûts de transport, de T.P.S. et taxes applicables ne sont pas inclus dans le prix de détail suggéré par le manufacturier. Le concessionnaire peut vendre à moindre coût. L'offre est applicable sur les voitures nouvelles et non utilisées ou en démonstration. Modèles achetés des stocks du concessionnaire. Offre valide pour un temps limité commençant le 26 septembre 1991 ou jusqu'à épuisement des stocks et applicable seulement aux livraisons à l'usager. La TPS est incluse dans la remise. D'autres conditions s'appliquent. Voyez votre concessionnaire participant pour plus de détails. Tous les véhicules illustrés sont des modèles 1992. ** Données basées sur des méthodes approuvées par Transport Canada. Résultats obtenus avec un moteur de 1.6 litre, 4 cylindres et une boîte manuelle à 4 vitesses. Votre consommation réelle de carburant peut être différente.

Le NDP part à l'assaut de la mairie de TORONTO

...et
l'establishment
s'en avise

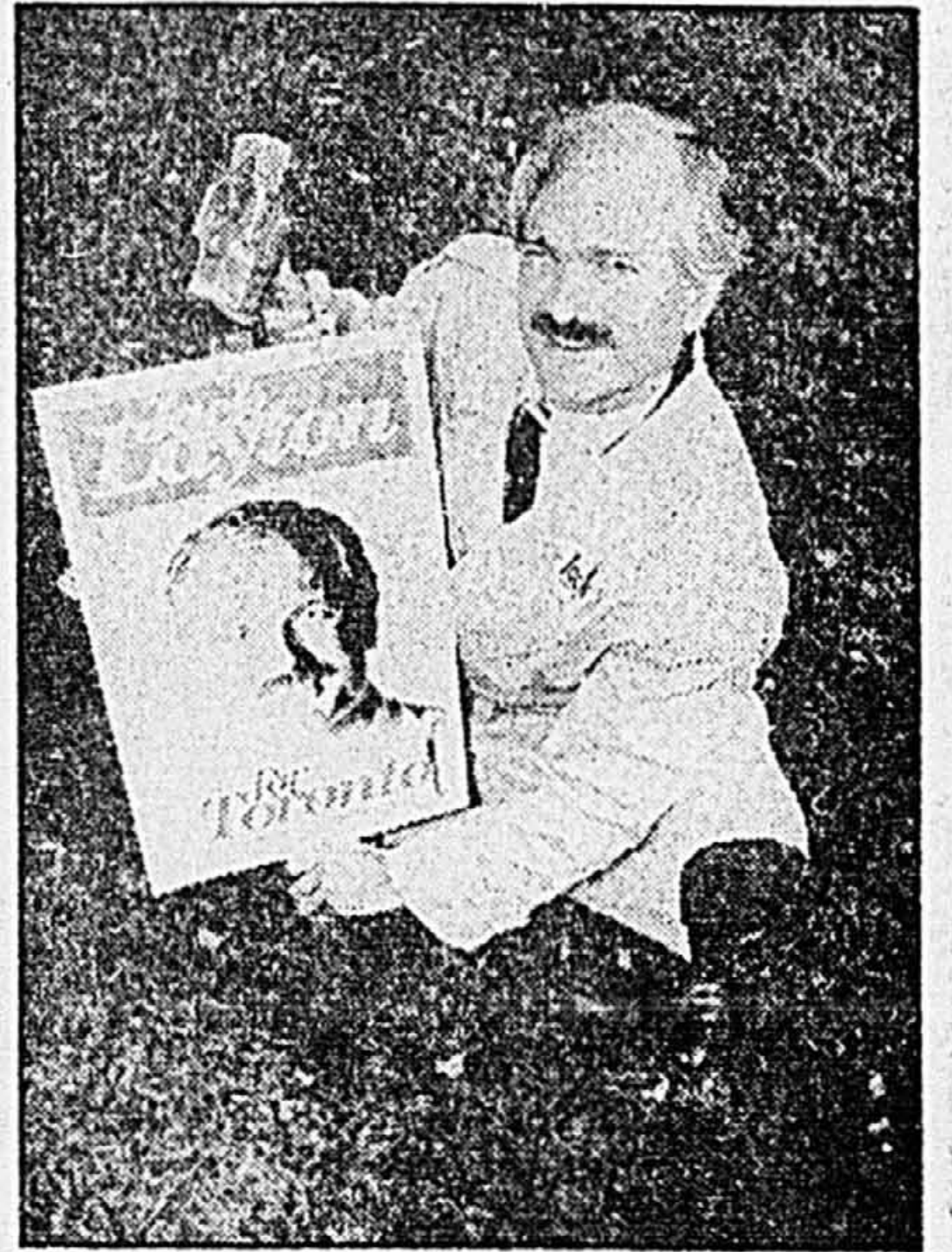


À la tête des éléments conservateurs, Mme June Rowlands

Photo CP



Les Torontois vont aux urnes le 12 novembre pour se choisir un maire.



Le leader de la troupe NDP, le candidat Jack Layton

Photo CP

Après Queen's Park, City Hall ?

BENOÎT LEGAULT
collaboration spéciale

TORONTO

Déjà maître du parlement ontarien, le Nouveau parti démocratique convoite maintenant la mairie de Toronto, lors des élections du 12 novembre. Le monde des affaires torontois est terrifié, craignant un tournant désastreux, la fin de la prospérité du cœur financier du Canada. Selon un sondage du *Toronto Sun*, la polarisation gauche-droite de la campagne engendre un intérêt sans précédent pour une course à la mairie.

À gauche, Jack Layton, 41 ans, échoué depuis 1982, fils de Bob Layton, député conservateur de Lachine Lac Saint-Louis et président du caucus torontois, est le néo-démocrate craint par les gens d'affaires torontois, petits et grands. Layton est surnommé «Saint-Jack» et «le bolchevik à bicyclette» parce qu'il a répondu à tout, est apparemment sans faille et va partout en bicyclette.

À droite, June Rowlands, 66 ans, échue de 1976 à 1988, libérale de cœur mais sans affiliation politique officielle; surnommée «Mommy Cop» (Maman Police) parce qu'elle a une allure de grand-maman et parce qu'elle a fait preuve d'une poigne de fer au cours de ses trois dernières années à titre de patronne de la police de Toron-

to (Susan Eng l'a remplacée il y a quelques mois).

Malgré son âge, M^{me} Rowlands débord d'énergie. Son fils Murray, un de ses organisateurs, a dit à *La Presse*: «Sa mère a 96 ans et elle est encore énergique. L'âge de ma mère n'est pas un problème.»

Il faut une santé de fer pour être élu à la mairie de Toronto. La campagne électorale dure plusieurs mois ponctués de dizaines de «all-candidates debates», des débats thématiques au cours desquels les candidats attaquent rondement leurs adversaires tout en faisant du charme aux électeurs. Ces assemblées contradictoires forment une partie essentielle de la tradition démocratique ontarienne. Sous le feu des débats et des questions, les candidats se mettent parfois à nu.

Par exemple, lors d'un débat sur l'environnement, on a demandé aux candidats comment ils économisaient l'énergie. M. Layton a révélé qu'il va travailler à bicyclette toute l'année. M^{me} Rowlands a dit qu'elle n'utilise pas son climatiseur. Susan Fish, qui s'est retirée depuis, a expliqué en détail comment elle prend sa douche; ce qui a permis d'apprendre que M^{me} Fish arrête l'eau pendant qu'elle se savonne le corps.

M^{me} Fish, une ex-ministre conservatrice à Queen's Park, se présentait comme la voie du centre. Elle est plu-

tôt devenue «le deuxième choix de tout le monde» comme l'écrivait l'hebdomadaire *Now* (l'équivalent du *Voir* montréalais). Abandonnée par ses bailleurs de fonds, elle a quitté la course il y a un mois.

Un duel

Betty DeSiro, une candidate du centre-droit d'origine italienne, a abandonné la course encore plus tôt. Il y a encore six candidats marginaux, mais l'élection à la mairie de Toronto est clairement devenue un duel Layton-Rowlands.

Jack Layton, mène dans les sondages parmi les moins de 35 ans et ceux qui vivent au sud de la rue Bloor (axe important qui divise, grosso modo, le Toronto plus vieux et plus pauvre du Toronto des résidences unifamiliales). June Rowlands mène dans le reste de la ville et au plan général.

Mais M^{me} Rowlands ne prend rien pour acquis: «Les néo-démocrates votent en masse, qu'il neige ou qu'il gèle, les autres ont tendance à rester chez eux», disait-elle à un journaliste. Sa stratégie est donc de faire sortir le vote au maximum.

Jack Layton, le challenger, est bien sûr en attaque. Il accuse M^{me} Rowlands de ne pas vouloir rendre publique la liste de ceux qui contribuent financièrement à sa campagne (la limite des contributions individuelles est de 750\$; la limite des dépenses électorales est de 235 000\$). Et il a ravivé une

déclaration célèbre de M^{me} Rowlands. «Une fraction des jeunes Noirs de Toronto est hors de contrôle», avait-elle dit en février 1989, devant un groupe de travail sur les relations raciales et la police.

La moitié des 470 000 électeurs de Toronto ne sont pas d'origine britannique ou française. Tout ce qui est raciste, ou perçu comme tel, est donc d'importance capitale.

L'affiliation de Jack Layton au NDP est à la fois sa plus grande force et sa plus grande faiblesse. Force car ce parti rallie automatiquement un bloc indéfectible de l'électorat, faiblesse car le gouvernement provincial du néo-démocrate Bob Rae est impopulaire.

Jack Layton a fait des promesses qui totalisent un milliard de dollars. Par exemple, il a promis 1 p. cent du budget à la culture. Il a aussi promis de nettoyer la rivière Don qui traverse la ville du nord au sud. June Rowlands n'a rien promis. «Ce n'est pas le temps d'alourdir le fardeau fiscal de la ville en pleine récession», a-t-elle dit cette semaine durant un débat radiophonique.

Un sondage mené par le *Toronto Star* indique que les plus grandes préoccupations des électeurs torontois sont le chômage et les taxes. Cela joue en faveur de M^{me} Rowlands.

Par ailleurs, M. Layton a d'excellents talents d'orateur. Et il a gagné le très important débat télévisé du 20 octobre. En parfait contrôle dans son ras-

surant complet marine, il crevait l'écran. M^{me} Rowlands regardait souvent le plancher, elle critiquait les journalistes et le modérateur, elle semblait mal à l'aise. June Rowlands demeure néanmoins favorite pour l'emporter.

Deux Montréalais

Fait curieux, M^{me} Rowlands et M. Layton sont tous deux nés dans la région de Montréal. M^{me} Rowlands a passé son enfance dans Mont-Royal. Elle y est retournée de 1957 à 1964. Toutefois, elle n'a aucun passé politique à Montréal.

Jack Layton est né à Hudson (entre Vaudreuil et Rigaud), dans un bastion d'anglophones bien nantis. Ce sont ses études en sciences politiques qui l'ont entraîné à Toronto.

En décembre 1988, M. Layton accordait une longue entrevue au *Star* intitulée «Un maire en attente». Il y expliquait notamment ce qui lui a donné le goût de se battre pour les valeurs de justice sociale chères au NDP. «Une des premières choses que j'ai remarquées était que les enfants canadiens-français et leurs parents étaient au bas de l'échelle économique même dans ce village, disait-il. Les Canadiens français étaient les pompistes et les éboueurs; les mieux nantis étaient un plombier et un aubergiste. Ce fut mon premier contact avec les inégalités. Cela m'a dérangé et j'ai pensé qu'il fallait faire quelque chose.»

Art Eggleton laisse sa marque sur les relations Toronto-Montréal

BENOÎT LEGAULT
collaboration spéciale

TORONTO

«Travail, intelligence, intégrité», telle est la devise de la ville de Toronto. Cette devise reflète aussi la carrière politique d'Arthur Eggleton, maire de la métropole ontarienne, qui tirera sa révérence politique le 12 novembre.

Ses 11 ans à la mairie, ponctués de quatre élections, en font le maire le plus durable de l'histoire de Toronto. Maintenant âgé de 46 ans, M. Eggleton n'avait que 24 ans lorsqu'il devint conseiller municipal de la Queen City. Selon les sondages, ce comptable à l'allure simple et souriante, aux paroles efficaces et prudentes, aurait été élu de nouveau. Il a plutôt choisi de quitter — à la faveur, dit-on en coulisses, d'une nomination prestigieuse à venir.

Parcours excellent

Son parcours de 11 ans, pratiquement sans faute, à la tête du cœur financier du Canada, en fait un des hommes politiques les plus respectés et les plus crédibles au pays.

«J'aime beaucoup Montréal, dit-il, lors d'une entrevue accordée à *La Presse*. Si je ne pouvais pas vivre à Toronto, Montréal serait mon deuxième choix. C'est une ville dynamique. Montréal a ses problèmes mais elle a aussi un brillant avenir.»

À son avis, Toronto et Montréal sont à la fois des compétiteurs et des alliés: «Les deux plus grandes villes du Canada se font concurrence aux plans de la finance, de l'aéronautique, de la mode, etc. Mais elles se doivent aussi de collaborer. Nos problèmes sont similaires, comme la criminalité, la drogue, les usines qui ferment. Nous devons apprendre beaucoup de nos expé-

riences respectives. Il y a des *success stories* à partager dans nos deux villes.»

Le maire de Toronto reconnaît le caractère distinct du Québec. Il croit toutefois que la séparation du Québec ferait très mal à Toronto et à Montréal: «La confiance des investisseurs envers nos villes serait ébranlée. La séparation du Québec n'est pas nécessaire. Des amendements à la constitution peuvent accommoder les Québécois.»

Les défis du prochain maire

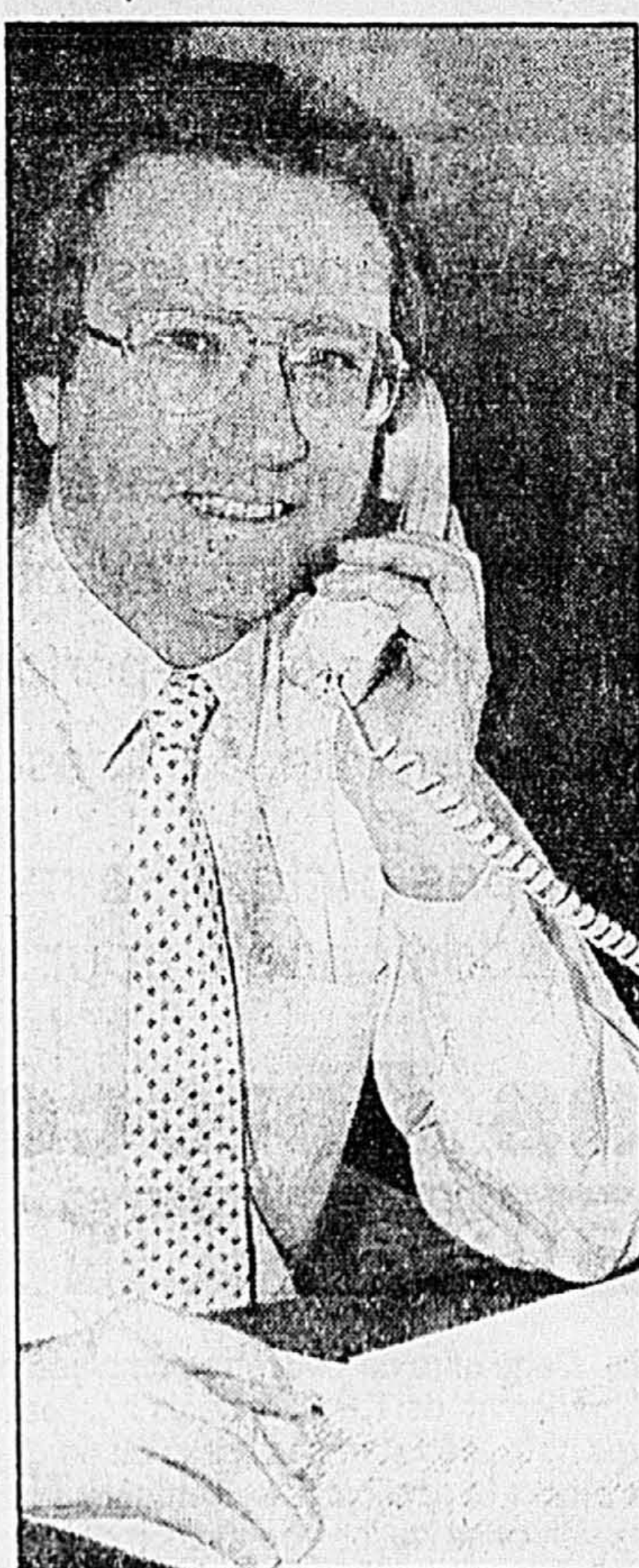
M. Eggleton ne croit pas, comme beaucoup de Torontois, que le libre-échange est nécessairement mauvais pour sa ville. «Le libre-échange n'a pas été bon pour nous jusqu'à maintenant. C'était prévu. Il était aussi prévu que nous toucherions les bénéfices du libre-échange plus tard. Nous devons être très énergiques pour y arriver. Les années du boom économique sont derrière nous, et elles ne reviendront pas.»

«La compétition est forte aux plans régional, national et international, constate le maire sortant. Le plus grand défi du prochain maire sera d'être assez dynamique et fort pour que la ville de Toronto demeure compétitive à l'ère de la mondialisation et des moyens de communications ultra-modernes.»

L'autre défi majeur du prochain maire sera de conserver la tradition torontoise de civilité selon Art Eggleton: «Des gens de partout vivent ici en harmonie. Nous sommes un modèle pour le monde entier. Néanmoins, la criminalité est nettement en hausse, surtout à cause du trafic de la drogue. Il faut réagir vigoureusement.»

Ville sûre

«Toronto demeure la plus sûre des



Le maire sortant de Toronto, Art Eggleton. Un dossier impressionnant.

Photothèque La Presse, photo Robert Mailloux, 17.02.88

grandes villes nord-américaines. Il ne faut pas paniquer. Mais il ne faut pas se fermer les yeux non plus», dit M. Eggleton qui prêche pour le contrôle des armes à feu, l'éducation des jeunes contre les drogues et les programmes communautaires d'intervention.

Au chapitre de la sûreté des rues du centre-ville, Art Eggleton a misé sur les tours d'habitation. «Le cœur du centre-ville est habité de 30 000 personnes de plus que lorsque j'ai été élu maire. J'en suis très fier. Je suis un de ceux qui voulaient que le stade SkyDome soit au centre-ville. Ce stade met de la vie, de l'action. Ainsi, le centre-ville est habité et plus sûr. Je suis contre l'étalement urbain. J'ai voulu que Toronto se rapproche des modèles européens de développement avec un mélange de commerces et de résidences un peu partout, le tout appuyé d'un excellent transport en commun.»

Trop de gouvernements

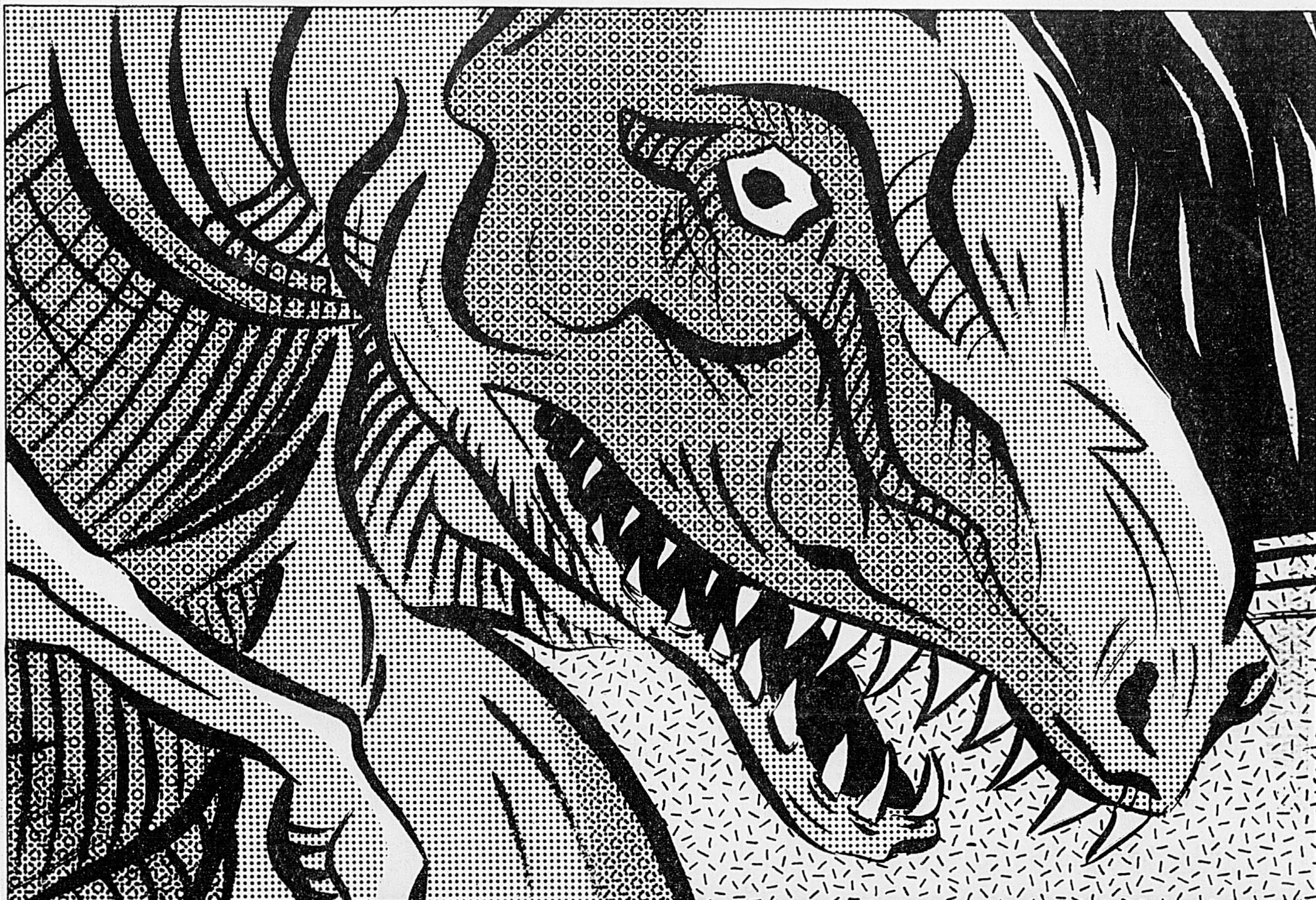
Art Eggleton est fier du travail accompli. La presse de Toronto, qui sait être très dure, a jugé positivement les années Eggleton. Le maire sortant porte quant à lui des jugements critiques sur la bureaucratie et la presse torontoise.

«Je lutte depuis que je suis maire pour faire construire une ligne de tramway sur la rue Spadina. Je n'y suis pas arrivé. Toronto est gouverné par un nombre excessif d'administrations publiques aux plans municipal, métropolitain, régional, provincial et fédéral, sans compter les commissions et les organismes de toutes sortes. En plus, il faut maintenant des audiences publiques sur l'environnement pour presque tout, même pour construire une ligne de tramway. Il y a trop de gouvernements, Toronto arrive difficilement à prendre des décisions en concertation et à les appliquer.»

Pas de dauphin

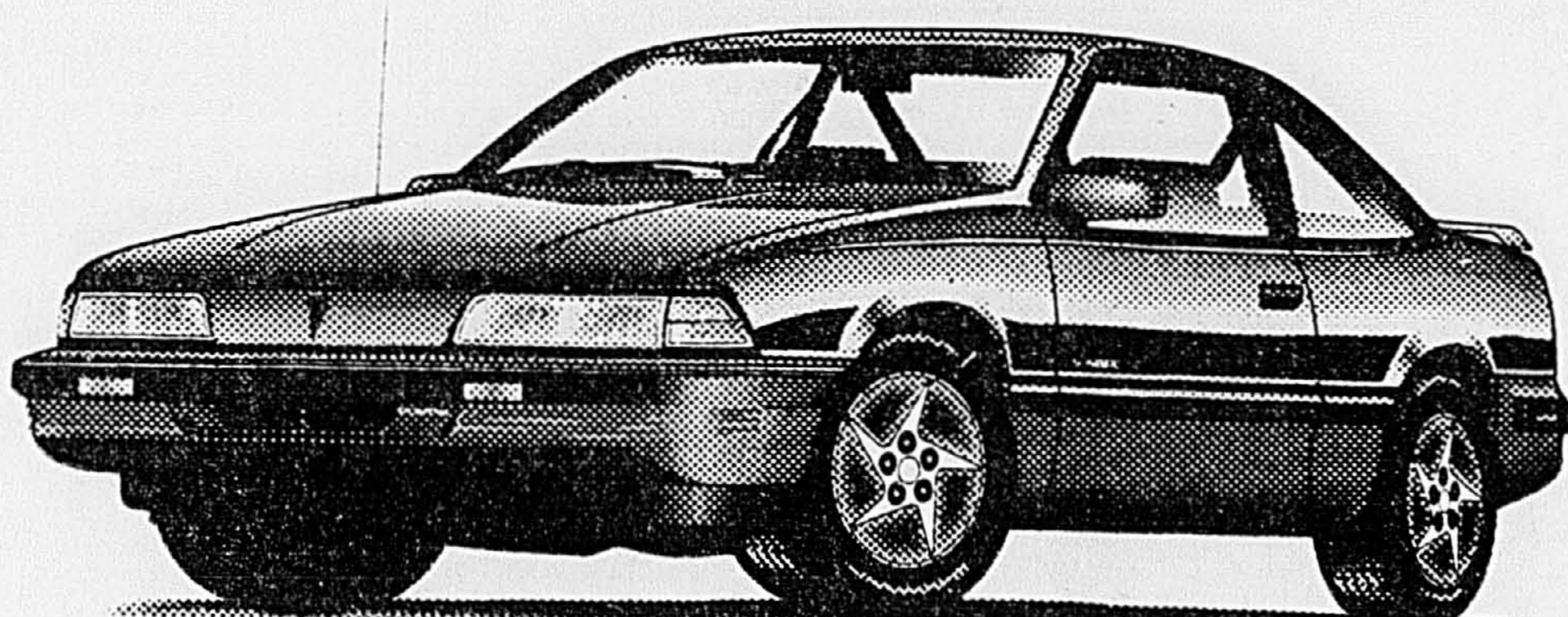
Fidèle à une tradition de la politique municipale torontoise, le maire sortant n'appuie aucun candidat dans la course à sa succession. Néanmoins, Art Eggleton se dit déçu de l'introduction sur la scène municipale, par les néo-démocrates, d'une affiliation à un grand parti provincial et national. «Cette polarisation amène beaucoup d'antagonisme. Le système politique municipal n'est pas adapté à des débats polarisés entre des partis nationaux.»

Et mardi dernier, M. Eggleton n'a pu s'empêcher de fustiger le candidat Jack Layton. Ce dernier affirme qu'un comité sur les relations raciales créé il y a dix ans par le maire sortant est inefficace. M. Eggleton a dit au *Globe and Mail*: «Je ne voulais pas faire de commentaires sur les candidats mais je suis forcé de réagir, car ce que propage M. Layton est scandaleux.»



L'OPÉRATION RABAIS-MONSTRE

Économisez jusqu'à 1800\$*



Pontiac Sunbird SE
équipée du groupe d'options 1SD

Une tonne de caractéristiques du tonnerre:

- Moteur de 2,0 litres, 4 cylindres à arbre à cames en tête
- Freins ABS à disque assistés aux 4 roues
- Verrouillage automatique des portes
- Contrôle à distance du coffre
- Régulateur de vitesse

500\$ de crédit sur le groupement d'options 1SD

500\$ de remise

800\$ de crédit sur climatiseur et boîte de vitesse automatique

1800\$ à économiser*

Possibilités de crédits sur d'autres groupes d'options. Remise de 500\$ à l'achat de n'importe quel modèle Sunbird.*Renseignez-vous sur nos rabais additionnels pour les finissants universitaires.



PONTIAC
LA PASSION DE CONDUIRE

* Ces offres ne peuvent être combinées ou utilisées en combinaison avec aucune autre offre, sauf l'offre spécifique aux finissants universitaires. L'offre est applicable sur les voitures nouvelles et non utilisées ou en démonstration. Modèles achetés des stocks du concessionnaire. Offre valide pour un temps limité commençant le 28 octobre 1991 ou jusqu'à épuisement des stocks et applicable seulement aux livraisons à l'usager. La T.P.S. est incluse dans la remise. D'autres conditions s'appliquent. Tous les véhicules illustrés sont des modèles 1992. Crédits pour un ensemble d'options basés sur les prix de détail suggérés par le manufacturier si les options étaient vendues séparément. Ne peut pas être combiné avec certaines options. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails.

SOIXANTE MILLIONS D'ADEPTES DE L'ISLAM EN URSS

ILS SERONT DEUX FOIS PLUS DANS VINGT ANS

Les plus démunis de l'URSS

Au pays de l'islam soviétique, les magasins sont vides, la mortalité infantile croît, la situation est dramatique



PAULE ROBITAILLE
collaboration spéciale
VARZOB, Tadjikistan

Plus rien à manger à Varzob. Le magasin général est vide. Il ne reste que les biscuits secs du salon de thé et le pain au coin de la rue. L'endroit, perdu dans les montagnes du Tadjikistan, une heure d'auto de la capitale Douchambé, est magnifique. Pourtant, ici, sur un millier d'enfants qui naissent, une quarantaine meurent. C'est deux fois plus que la moyenne soviétique; cinq fois plus qu'au Canada. Le médecin

de la polyclinique montre la photo d'un bébé de la région tout maigre, dont la vie ne tient plus qu'aux intraveineuses. «Ils arrivent anémiques ou hypotrophiés. On a même pas ce qu'il faut pour les garder.»

La situation est dramatique. Il manque de lait, de légumes et de viande. La majorité des femmes enfantent à chaque année et n'arrivent pas à allaiter leurs petits.

Khurshed, père de 15 enfants, n'a d'autre choix que de partir chaque jour en autobus au marché de la capitale pour acheter ce dont il a besoin. Il gagne 160 roubles par mois (le salaire moyen au Tadjikistan); le kilo de viande coûte 20 roubles.

Les habitants des cinq républiques musulmanes sont les plus pauvres et les plus

malades d'URSS. Le médecin de la polyclinique accuse les dirigeants de la république de ne pas approvisionner Varzob parce qu'ils pensent d'abord à leur propre région. «Cet hiver sera pénible. Avec l'URSS qui éclate, les produits des autres républiques ne se rendront jamais jusqu'ici.» Le nouveau traité d'union économique signé par huit républiques et Moscou ne le rassure pas non plus.

La situation est la même dans toute l'Asie centrale. La seule chose dont ces républiques ne manquent pas, c'est de pollution. Madame, un professeur de Tachkent en Ouzbékistan, apporte des bouteilles d'eau potable à sa famille qui habite près de la mer Aral. «Ou bien l'eau du robinet est contaminée, ou bien il n'y en a tout simplement pas, dit-il. Il y a même des pénuries d'eau dans certains

hôpitaux de la région.» La mer Aral, une grande étendue d'eau en plein cœur de l'Asie centrale, a perdu 60 p. cent de son volume à cause d'une mauvaise irrigation. Maintenant, même le coton, le produit d'exportation le plus important, cesse de croître en raison de la sécheresse.

Tout est à refaire
C'est donc dans un bien piètre état que le «bas ventre de l'empire soviétique» comme le surnommait l'écrivain Alexandre Soljenitsyne, amorce sa décolonisation. Pourtant, le sol de l'Asie centrale est riche (coton, gaz naturel, or et même pétrole) mais les infrastructures tombent en ruine. Tout est à refaire.

Selon les experts, si l'Union soviétique n'avait pas pris en charge l'Asie centrale, sa situation serait pire que celle de l'Af-

ghanistan, un pays aussi pauvre que les États africains. Les républiques d'Asie centrale comptent donc sur l'argent du centre. Or aujourd'hui, les coffres de Moscou sont vides. «Les leaders de ces républiques qui crient leur indépendance peuvent bien séduire le peuple avec un discours nationaliste, mais ils savent très bien qu'une union économique avec un pays plus fort est essentielle, affirme le sociologue québécois Remi Hyppia, qui est en voyage d'études en URSS. Si la Russie agonise, ils pourraient bien se tourner éventuellement vers des voisins avec lesquels ils ont des affinités culturelles ou religieuses.»

La Turquie, qui parle la même langue, et des voisins islamiques comme l'Arabie saoudite, sont déjà très présents dans la région.



En Ouzbekistan, l'islam sert de fer de lance contre l'ancien régime

PAULE ROBITAILLE
collaboration spéciale
KOKAND, Ouzbékistan

La vieille Ouzbek de 80 ans, Kokand, pose ses lèvres minces et fatiguées sur le drapeau rouge qui paraît en couverture d'un magazine, «Moscou», soupire-t-elle avec un grand sourire. Si la Medinova embrasse le drapeau soviétique, c'est pas par nostalgie du communisme. C'est simplement parce que le drapeau lui rappelle la télévision de Moscou et ses belles images des ballerines du Bolchoï qui la distraient pour un temps de sa vie de misère.

Pendant sept décennies, les gens de Kokand ont été gavés de culture russe. Pauvres et peu éduqués, ils ne compaient que sur Moscou pour sortir de leur pénible existence. Le gouvernement soviétique leur prenait 90 p. cent de leur production de coton, leur seul produit d'exportation. En échange, le Parti leur faisait la télévision et assurait la survie économique de la république.

L'an dernier, l'idée de l'indépendance paraissait farfelue. Les Ouzbeks étaient les plus farouches défenseurs de l'Union. Mais l'Union n'est plus, Moscou coupe les vivres. Les Ouzbeks, eux, relèvent la tête. Ils crient leurs frustrations. Ils en veulent à leur métropole d'avoir brûlé toutes leurs mosquées, transformé leurs champs de légumes en plantation de coton, saigné leurs lacs et la mer Aral, et de les avoir empoisonnés de pesticides. Bref, les Ouzbeks accusent les Russes de les avoir sauvagement colonisés.

Le triomphe de l'islam

«Je le déteste, je le hais», dit un vieux musulman dans un salon de thé près du bazaar, les mains crispées. Le vieil homme enturbanné raconte qu'il a pratiqué l'islam en cachette toute sa vie, dans la crainte constante d'être trahi par un voisin et de faire dix ans de prison.

Aujourd'hui, l'islam triomphe à Kokand comme partout ailleurs en Asie centrale. Dieu est le seul exutoire pour ces parents de familles nombreuses, qui ne reçoivent que des salaires de creve-la-faim en échange de leur travail forcé dans les champs de coton. Les nouvelles mosquées sont pleines. Au centre-ville, les gens s'arrachent les manuels illustrés sur les rites musulmans. Ils regardent attentivement les longs commanditaires sur le Coran à la télévision.

En deux ans à Kokand, on a construit une quarantaine de mosquées et quatre *madrassahs* (écoles religieuses). Tout ça avec l'aide financière de l'Arabie saoudite. Selon le fondateur du premier *madrassah* de Kokand, Ryad a versé 670 000 roubles à la ville pour la construction des mosquées; elle a fourni 100 000 exemplaires du Coran, ce qui représente presque un exemplaire par personne; et elle organise annuellement des voyages à La Mecque. L'an dernier, 1500 personnes de la région y sont allées.

On aime bien les Saoudiens ici, contrairement aux Iraniens qu'on traite de nombrilistes. On apprécie aussi leur doctrine, le wahhabisme, qui cherche à restaurer la religion islamique dans sa pureté originelle et à rassembler tous les croyants sous un même État.

Les Saoudiens apportent la bonne nouvelle partout en Ouzbékistan. Dans une des écoles qu'ils financent, nous avons rencontré une dizaine de jeunes hommes qui rêvaient d'un État islamique, du jour où les filles resteraient à la maison et porteraient le voile. «Ça prendra peut-être encore 70 ans mais un jour l'État et la religion ne feront plus qu'un», prédit un d'entre eux.

Le Parti résiste

De leur côté, les vieux qui boivent leur thé près du bazar restent prudents. Ils suivent les préceptes du président Karimov, un ancien communiste: «On doit séparer l'islam de l'État.» Idem pour le multipartisme, un concept dangereux. «Ça serait l'anarchie, comment voulez-vous qu'on s'entende? Ça va déjà assez mal comme ça!»

Le Président a interdit les partis religieux et les assemblées publiques après qu'une manifestation de l'opposition eût tourné au vinaigre. Le bulletin de nouvelles télévisées fait régulièrement l'éloge des fermes d'État, comme au temps des communistes. Karimov est puissant. Ses gens, les anciens du Parti, contrôlent toujours les

villes et les kolkhozes de la république.

A Kokand, le directeur d'un kolkhoze qui emploie 15 000 personnes, prédit que le nouveau Parti démocratique populaire, que l'on a institué après l'abolition du PC, ne fera que se glisser dans les structures du vieux parti. L'homme promet qu'il n'est pas à l'aise de troquer ses magnifiques tableaux de Lénine pour ceux des poètes ouzbeks. Et les affiches du Parti ornent toujours les entrées de son kolkhoze. C'est comme ça dans tous les villages.

Monsieur Karimov et son nouveau parti demeurent, malgré tout, très populaires. Le Président a compris que jouer la carte de l'affirmation nationale était la seule façon de gagner la confiance du peuple. Son gouvernement prend donc des mesures pour faire revivre la culture ouzbek. Mais la chose n'est pas simple.

À la petite école primaire d'un village ouzbek, les textes des poètes ouzbeks anciens côtoient maintenant les citations de Lénine. La directrice ne sait que faire; il n'y a pas assez de professeurs qualifiés pour enseigner les nouveaux programmes, l'histoire ouzbek et l'alphabet arabe. «Nous allons à nos cours le matin et nous enseignons ce que nous avons appris à nos élèves l'après-midi», explique-t-elle.

Les linguistes, eux, s'arrachent les cheveux. L'arabisation crée la confusion. Les journalistes ne savent plus quels mots utiliser.

Au cœur de cette tourmente, les Russes et les autres minorités, qui forment 30 p. cent de la population de la république, se sentent dans leurs petits souliers. L'islam indispose. Ils craignent l'intolérance et la vengeance. À Tachkent, capitale de la république, la violence à l'endroit des Russes augmente sans cesse. L'idée d'envoyer leurs enfants à l'école ouzbek est loin d'emballer les Russes. «Ils exagèrent, croit Yunus, un religieux qui a fait le pèlerinage à la Mecque. L'islam veut la paix. Nous sommes tous égaux devant Dieu.» Mais les grands principes de l'islam laissent sceptiques les minorités, qui se rappellent trop bien le massacre de la région de Kokand il y a deux ans. Cette fois-là, des Ouzbeks avaient attaqué des Meskhes, un peuple musulman du Caucase déporté en Asie centrale par Staline. L'événement avait fait plusieurs centaines de morts. Encore dans le train entre Tachkent et Kokand, les voyageurs sont réveillés par des pierres lancées par des Meskhes enragés.

Les Russes et les autres minorités se souviennent aussi de 1986, dans la république voisine, le Tadjikistan, lorsque plusieurs Tadjiks avaient décidé de battre tous ceux qui avaient l'air étranger...

Aussi, les Russes et les autres minorités, en particulier les juifs, font leurs valises. «Tous mes amis sont déjà partis, confie Irina Bagiva. Moi, j'ai bien l'intention d'aller rejoindre ma cousine à Hamilton, en Ontario.»



En Ouzbékistan, cérémonie de mariage présidée par l'imam Oueman Rakhimjanob.

PHOTO NOVOSTI

«Une femme, c'est fait pour la maison!»

PAULE ROBITAILLE
collaboration spéciale
KOKAND, Ouzbékistan

Vêtue d'une robe de mariée d'un blanc immaculé, la jeune femme tient son voile au menton, baisse la tête et prend bien soin de ne regarder personne. Comme si elle avait honte, comme si elle avait été punie. Elle se laisse guider par son nouvel époux qui prend la chose très au sérieux. Les Soviétiques d'Asie centrale vous diront que la femme courbe l'échine par humilité, par respect pour son mari.

Le lendemain de la noce, les aînés du clan du mari chercheront le sang sur le drap nuptial. S'ils ne le voient pas, ils chasseront la bru. Elle sera alors confinée à marier un veuf ou un divorcé, ou tout simplement à rester vieille fille. Le voisinage n'oubliera pas l'incident et sa famille sera pointée du doigt.

Pour échapper au calvaire, la voisine de Lola a choisi de s'immoler. Quelques matins après son expulsion par la belle-famille, dans le champ de coton derrière la maison de ses parents, elle s'est arrosée d'essence et a fait craquer l'allumette. Encore vivante, elle a couru jusque chez elle. On l'a enroulée dans un tapis. Elle est morte quelques heures après. La jeune femme était médecin et son époux, avocat.

Le drame s'est produit l'an dernier, dans un village pas très loin de Boukhara en Ouzbékistan, une des villes les plus importantes de la république.

L'affaire n'est pas un cas isolé; en 1989, 287 jeunes femmes ouzbeks se sont suicidées pour les mêmes raisons. Avec la montée de l'islam en Asie centrale, le nombre des victimes n'est pas près de diminuer.

Entre rester vierge et payer 3000 roubles (deux fois la bourse annuelle des étudiants) pour se faire recoudre l'hymen, bien des jeunes femmes d'Asie centrale choisissent la virginité et repoussent les avances des mâles trop entreprenants. Lola, une étudiante à l'Institut des langues étrangères de Tachkent, refuse même d'utiliser des tampons hygiéniques. «Mon médecin m'a dit que je pourrais ne plus être «fille» (vierge) si je les utilisais.»

La virginité perdue, la jeune épouse qui habite chez les beaux-parents se lèvera aux petites heures du matin pour préparer le dé-

jeuner des hommes, suivant les ordres de la belle-mère, fera le ménage, habillera les nombreux enfants, saluera respectueusement son mari au réveil, et partira travailler aux champs de coton.

C'est du moins comme ça que ça se passe chez monsieur Cidikov, un enseignant à la retraite qui a cinq fils. «Une femme, c'est fait pour rester à la maison. Elles sont simplement moins intelligentes et moins fortes que nous. C'est pour ça qu'elles se suicident», prétend l'un des fils Cidikov, qui célèbre ce jour-là son mariage.

Les enfants naissent... et meurent

Pourtant, ici ce n'est pas l'Iran, ni l'Arabie saoudite. Les femmes ouzbeks ont brûlé leur voile bien avant que les Québécoises ne brûlent leurs soutiens-gorge. Elles ont eu leur révolution en 1917, en même temps que les Russes. Pour obéir aux ordres du nouveau gouvernement, elles avaient enlevé leur voile. Mais des milliers d'entre elles ont été exécutées par des frères, des pères ou des maris hostiles aux politiques anti-religieuses du Parti.

Les belles promesses d'égalité des sexes de Lénine se sont mal rendues en Asie centrale. Les ouvrières cultivent le coton ou balayaient les rues... et enfantent à chaque année. Contrairement aux Russes qui ont un ou deux enfants, les Ouzbeks en ont 10 ou plus.

C'est en Asie centrale que le taux de mortalité infantile est le plus élevé en URSS. Dans certaines régions, il serait le plus élevé du monde. Cela à cause de la pollution, de l'ignorance de la population et du manque de produits essentiels, surtout du lait.

Si terrible soit-elle, la situation n'a pas convaincu tous les hommes musulmans de se soumettre à la contraception. «J'ai suggéré à une jeune mère de cinq enfants d'utiliser un stérilet, raconte Irina Ivanova, une médecin russe qui a travaillé à la campagne ouzbek dans les années 80. Le lendemain, le mari est venu me voir et a menacé de me faire renvoyer si je continuais à mettre des idées comme ça dans la tête de sa femme.»

L'émancipation des femmes avait tranquillement fait son chemin durant les années du com-

muniste. Mais depuis le perestroïka, la vapeur est renversée. Un siècle de russification n'a pas su venir à bout de l'islam.

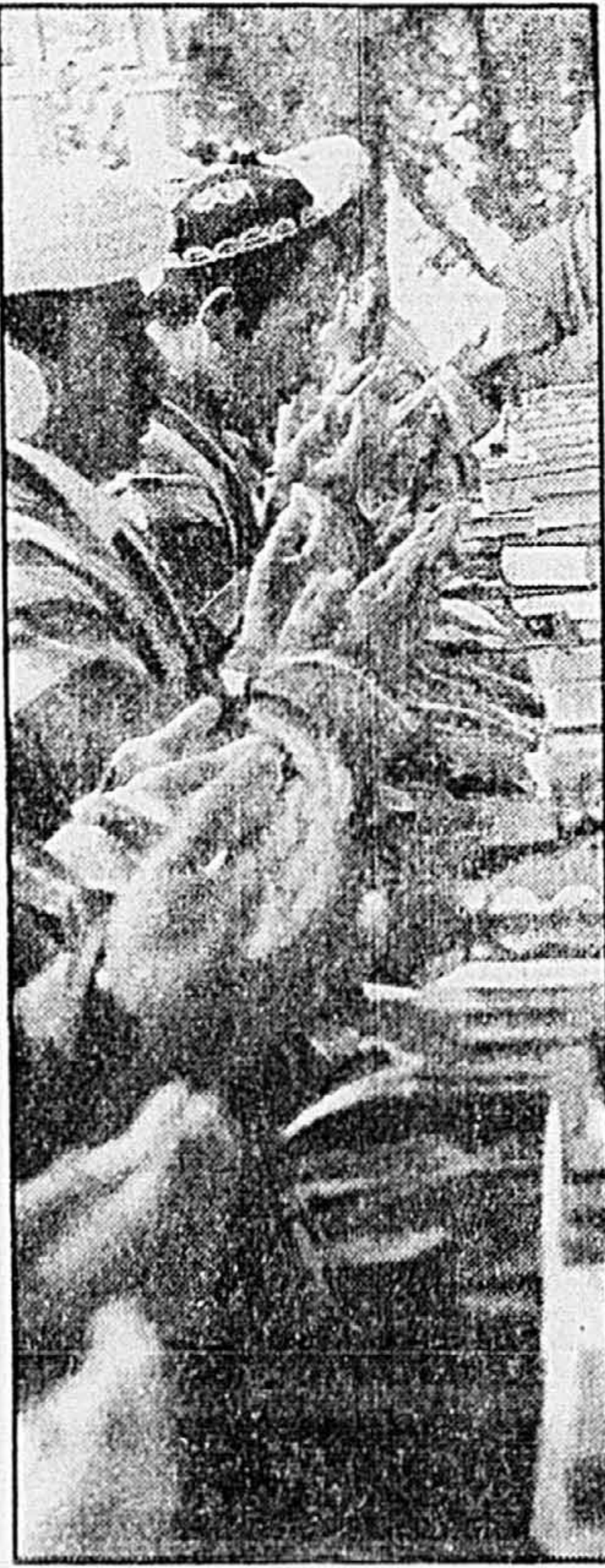
Des fantômes

En 1991, dans les villes de province, les voiles reviennent à la mode. On voit même des jeunes femmes porter le *farangi*, un long vêtement qui ne laisse voir que les yeux. À regarder les femmes ainsi vêtues longer les murs encore ornés de vieilles affiches du Parti communiste, on croirait voir passer des fantômes. «Ma grand-mère n'a jamais porté le farangi. Regardez-les maintenant, ils sont encore plus fanatiques. Après 70 ans d'athéisme officiel, c'est la rage!», lance Eleonora Lomova, une Ouzbek d'origine qui habite aujourd'hui Moscou.

Déjà, dans la capitale Tachkent, les femmes ouzbeks en mini-jupe et aux cheveux courts se font insulter. On parle même de filles qui se sont fait égratigner le visage. Les femmes remplissent les écoles islamiques qui viennent d'ouvrir. «Je suis ici pour pouvoir enseigner l'islam à mes enfants», raconte une femme de 38 ans de Tachkent. A Namangan, une ville de l'est de l'Ouzbékistan, les adolescentes quittent l'école à midi pour pouvoir rentrer à la maison et aider leur mère dans l'après-midi. «L'islam nous débarrassera du mal, elle rendra notre vie meilleure, prédit Sharnaza, une étudiante de 15 ans. Sans le voile, une femme ne peut être une vraie musulmane.»

Et à l'Institut des langues étrangères de Tachkent, les jeunes femmes qui ont vu Paris regarder tout cela comme un fait accompli. «Nous battre, faire la grève, manifester? s'interroge Macha, 23 ans. C'est trop risqué, qu'est-ce qu'on va dire de nous?» Une secrétaire du parti communiste, qui s'est battue toute sa vie contre les traditions de sa famille, elle, s'alarme. «J'ai peur. Si l'islam prend le dessus, nous n'aurons que bien peu de moyens pour nous défendre. Certaines sont mortes pour nous, maintenant tous nos droits acquis tombent tranquillement!»

L'épouse d'un religieux respecté de la même ville est scandalisée par l'attitude des jeunes hommes. «Maintenant, ils veulent plus qu'une femme pour avoir plus d'enfants. Que nos filles se mettent des stérilets, quelles soient libres!»



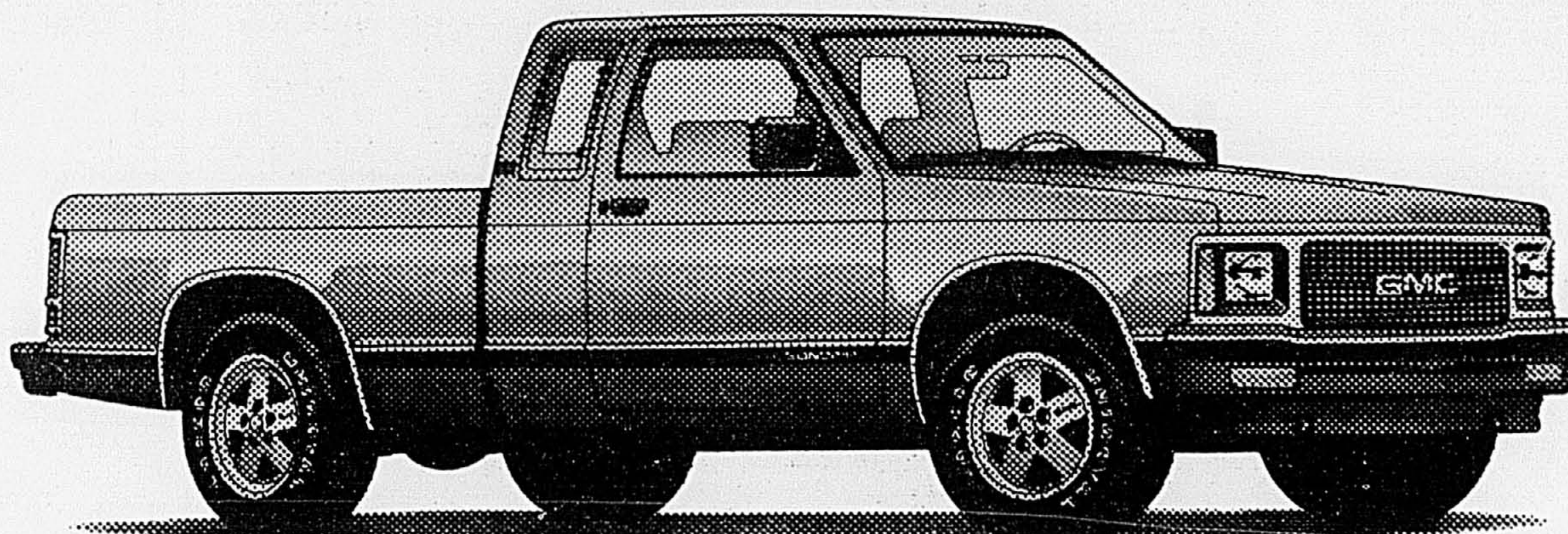
Session d'exams à l'Institut islamique de Tachkent.

PHOTO NOVOSTI



L'OPÉRATION RABAIS-MONSTRE

Épargnez 2500\$*



Le Sonoma SLE à cabine allongée de GMC
équipé du groupe d'options 1SB

Une tonne de caractéristiques du tonnerre:

- Freins antiblocage aux roues arrière
- Moteur V6/2,8 litres
- Boîte manuelle 5 vitesses
- Banquette avant et siège rétractable arrière
- Pare-chocs à marchepied
- Quart de fenêtre basculant
- Roues rallye
- Radio AM/FM avec lecteur de cassette

1 500 \$ de crédit pour le groupe d'options 1SB

250 \$ de crédit pour le moteur V6/2,8 litres

750 \$ de remise

2 500 \$ à épargner*

Possibilités de crédits sur d'autres groupes d'options. Remise de 750\$ et crédit pour le moteur V6/2,8 litres applicables à l'achat de n'importe quel modèle Sonoma de GMC.*

En plein contrôle

CAMION GMC

* Ces offres ne peuvent être combinées ou utilisées en combinaison avec aucune autre offre. L'offre est applicable sur les voitures nouvelles et non utilisées ou en démonstration. Modèles achetés des stocks du concessionnaire. Offre valide pour un temps limité commençant le 26 septembre 1991 ou jusqu'à épuisement des stocks et applicable seulement aux livraisons à l'usager. La T.P.S. est incluse dans la remise. D'autres conditions s'appliquent. Tous les véhicules illustrés sont des modèles 1992. Crédits pour un ensemble d'options basés sur les prix de détail suggérés par le manufacturier si les options étaient vendues séparément. Ne peut pas être combiné avec certaines options. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails.



La bataille de l'OTAN

L'emblème de l'OTAN

Et maintenant, qui défendra l'Europe?



CHARLES DAVID

envoyé spécial
La Presse à VIENNE

Le festival Mozart bat son plein à Vienne, mais perçant l'harmonie des sonates et opéras, une autre musique, plus discordante, se fait entendre. Ce n'est pas Mozart qu'on assassine mais une Europe qui s'enivre d'un nationalisme étouffé depuis des décennies. La capitale autrichienne est, en effet, à quelques encablures du borborygme yougoslave ou Serbes et Croates s'étripant allégrement sous les regards impuissants de la Communauté économique européenne, l'Europe des Douze.

Vienne n'est pas seulement le balcon où les Douze contemplant la répétition d'un spectacle qui, en 1914, allait disloquer l'empire austro-hongrois. Vienne est aussi le siège de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et abrite les travaux sur les négociations des forces conventionnelles en Europe (CEE). Non-membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), lorgnant, mais de très loin, vers la Communauté économique européenne, naguère capitale neutre, pont branlant, au pire temps de la guerre froide, entre l'Est et l'Ouest, Vienne garde encore aujourd'hui sa vocation de trait d'union.

Pourtant, paradoxalement, détournant momentanément ses préoccupations, elle se retrouve au centre des divergences qui agitent l'avenir des relations américano-européennes. Car, derrière la multiplicité de ces sigles (CSCE, OTAN, UEO, CEE) qui peuvent dérouter, tout en faisant redécouvrir la géographie européenne, se déroule un affrontement sans merci. C'est à Rome, au sommet de l'OTAN la semaine prochaine, que s'ouvriront les cartes, distribuées à Bruxelles. Mais c'est à Vienne que quotidiennement on s'assied à la table. L'enjeu est, en effet, de taille: quelle place faut-il réserver aux États-Unis — et forcément au Canada — dans la nouvelle élaboration de la sécurité européenne?

«Rien n'est joué.»

Il serait tentant de ne voir, dans ces problèmes de défense, qu'une affaire de quincaillerie militaire rendue pratiquement désuète avec l'effondrement de cette menace monolithique de l'Est. «On est bien obligé de constater, m'affirmait un des penseurs de la nouvelle stratégie américaine, que les difficultés appréhendées à l'Est avec la guerre froide sont aujourd'hui moins aiguës. On veut bien le concéder mais il faut quand même rester lucide et éviter de sombrer dans un angélisme douteux.

«L'une des mauvaises plaisanteries qui nous inquiète le plus demeure la dispersion des armes nucléaires dans ce qui devra succéder à l'Union soviétique. Que feront les Républiques? Et

s'il y avait un nouveau putsch? Vous savez, rien n'est joué. Pour le moment, l'horizon est découvert. On se croise les doigts mais on aurait intérêt à ne pas seulement se croiser les doigts. En tout état de cause, dans cette Union soviétique bouleversée, ce qu'il y a de bien de réel, c'est encore une puissance militaire respectable disposant d'un arsenal effarant d'armes conventionnelles et nucléaires.»

Les Américains, cela va de soi, jouent leur partition en maintenant les enchères à un niveau élevé. Cette musique se fait d'autant plus assourdissante que les notes discordantes commencent à s'élever. Paris surtout, et Bonn dans une moindre mesure, commencent à se demander si le moment n'est pas venu de changer de chef d'orchestre ou du moins de dédramatiser le poste. En d'autres termes, certains Européens trouvent venu le moment d'accroître leur indépendance et de prendre en main les leviers essentiels de leur sécurité.

C'est de cette préoccupation qu'est née une proposition franco-allemande d'un corps d'armée intégrant des forces des deux pays qui servirait de noyau à une future armée européenne. L'idée a d'autant plus déplié aux Américains et aux Britanniques qu'elle a semblé sourire à la Belgique et à l'Italie. Les États-Unis ont beau prétendre comprendre parfaitement «l'idée d'une identité européenne de sécurité» — c'est-à-dire d'une force européenne assumant la défense de l'Europe sans l'implication du Canada et des États-Unis — leur perception d'une Europe ne coïncide pas avec un affaiblissement de l'OTAN

où ils occupent une surface majeure de l'espace décisionnel.

Ce projet de l'Union européenne occidentale (UEO), seul organisme habilité à parler de défense européenne, est d'autant plus ennuyeux pour les Américains qu'elle entre en contradiction ouverte avec la création éventuelle d'une Force de réaction rapide de l'Otan, sur laquelle, à Casteau près de Mons (Belgique), planchent les états-majors internationaux du SHAPE, le grand Quartier Général de l'OTAN.

Le véritable enjeu

Mais, en fait, le non-dit de toutes ces manœuvres laisse percer leur véritable but: tout le monde parle de défense mais pense ouvertement à l'économie. Car, ce qui se trouve aujourd'hui en jeu demeure bel et bien la domination contestée sur les plans économique et politique du chef de file du monde occidental dans la mesure où l'effondrement de l'Empire soviétique a brutalement enlevé un handicap incontournable.

On comprend ainsi l'importance à Vienne du CSCE — regroupant tous les pays européens ainsi que le Canada et les États-Unis — où Washington peut encore façonner, en regard de l'Est démunie et quêtant subsides, une vision d'un monde unipolaire plus proche de ses intérêts vitaux que d'affronter le cercle restreint des Douze qui veut rétablir un équilibre plus conforme à son poids économique. Décidément, toutes les routes mènent à Rome.

Un peu d'histoire

4 AVRIL 1949

■ Le traité de l'Atlantique Nord, dans le cadre de l'article 51 de la Charte des Nations unies, est signé à Washington par 12 États: Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, France, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni.

24 AOÛT 1949

■ Le traité de l'Atlantique Nord entre en vigueur.

19 DÉCEMBRE 1950

■ Le Conseil de l'Atlantique Nord nomme le général Dwight D. Eisenhower commandant suprême des Forces alliées en Europe.

2 AVRIL 1951

■ Le commandement allié en Europe (SHAPE) devient opérationnel et son grand Quartier Général est établi à Rocquencourt près de Paris.

18 AVRIL 1951

■ La Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne (RFA) établissent la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier.

18 FÉVRIER 1952

■ La Grèce et la Turquie deviennent membres de l'Alliance atlantique.

20 FÉVRIER 1952

■ À Lisbonne, le Conseil fixe la participation des forces de chaque membre, réorganise la structure de l'Alliance et décide d'établir le siège permanent de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) à Paris.

27 MAI 1952

■ Le traité établissant la Communauté européenne de défense (CED) est signé à Paris par la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne (RFA).

5 MARS 1953

■ Mort de Staline.

28 MAI 1953

■ L'URSS reconnaît la République Démocratique allemande (RDA).

29 AOÛT 1954

■ L'Assemblée nationale française rejette la CED.

20 OCTOBRE 1954

■ Signature des Accords de Paris entre la France, l'Angleterre, la RFA et les États-Unis qui mettent fin à l'occupation de l'Allemagne par les puissances occidentales.

5 MAI 1955

■ La RFA adhère à l'OTAN.

14 MAI 1955

■ L'URSS signe le Pacte de Varsovie avec l'Albanie, l'Allemagne de l'Est (RDA), la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie.

15 DÉCEMBRE 1955

■ Le Conseil décide de doter les forces de l'Alliance atlantique en armes atomiques.

13 DÉCEMBRE 1956

■ Le Conseil décide d'améliorer et d'étendre la coopération non-militaire entre les membres de l'OTAN.

25 MARS 1957

■ Le Traité de Rome établit la Communauté Économique Européenne (Marché commun).

10 NOVEMBRE 1958

■ Kroutchev annonce que l'URSS désire mettre fin à l'accord des Quatre puissances relatif au statut de Berlin. L'Ouest dit non, le 31 décembre.

13 AOÛT 1961

■ Érection du Mur de Berlin.

14 JANVIER 1963

■ De Gaulle oppose son veto à l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun.

22 JANVIER 1963

■ Traité franco-allemand d'amitié et de coopération.

10 MARS 1966

■ De Gaulle annonce l'intention de la France de se retirer de l'organisation militaire de l'OTAN et réclame le retrait des alliés de l'Hexagone.

31 MARS 1967

■ Le SHAPE est officiellement transféré à Casteau, près de Mons en Belgique.

16 OCTOBRE 1967

■ Nouveaux sièges à Bruxelles: le Conseil, le Comité militaire et les fonctionnaires internationaux.

14 DÉCEMBRE 1967

■ Le Conseil approuve le Rapport Harmel qui définit la double tâche de l'OTAN: défense et détente. À l'exception de la France, les ministres du Conseil adoptent le nouveau concept stratégique de dissuasion graduée qui prévoit une gamme souple et équilibrée de ripostes classiques et nucléaires à tous niveaux d'agression ou menace d'agression.

5 MARS 1970

■ Entrée en vigueur du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

16 AVRIL 1970

■ Les négociations USA-URSS sur la limitation des armes stratégiques (SALT) s'ouvrent à Vienne.

26 MAI 1972

■ Signature de SALT-I.

1er JANVIER 1973

■ Le Danemark, l'Islande et la Grande-Bretagne rejoignent la Communauté économique européenne.

1er AOÛT 1975

■ Signature de l'Acte final d'Helsinki, par 35 pays, dont le Canada, participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

18 JUIN 1979

■ Signature de SALT-II.

12 DÉCEMBRE 1979

■ L'OTAN adopte une stratégie à double volet: moderniser sa force de frappe et déclencher une série d'initiatives pour le contrôle des armes.

21 DÉCEMBRE 1979

■ L'URSS envahit l'Afghanistan.

1er JANVIER 1981

■ La Grèce devient le 16^e membre de la CEE.

30 MAI 1982

■ L'Espagne devient le 16^e membre de l'OTAN.

19 SEPTEMBRE 1986

■ Adoption du Document de Stockholm.

10 DÉCEMBRE 1987

■ Signature du Traité INF (forces nucléaires intermédiaires) entre l'URSS et les États-Unis.

10 JANVIER 1989

■ Ouverture des négociations à Vienne entre les 23 pays du Pacte de Varsovie et de l'OTAN sur la réduction des forces conventionnelles en Europe.

30 MAI 1989

■ L'OTAN publie une déclaration sur le rôle et les futures tâches de l'Alliance.

9 NOVEMBRE 1989

■ Le Mur de Berlin tombe.

6 JUILLET 1990

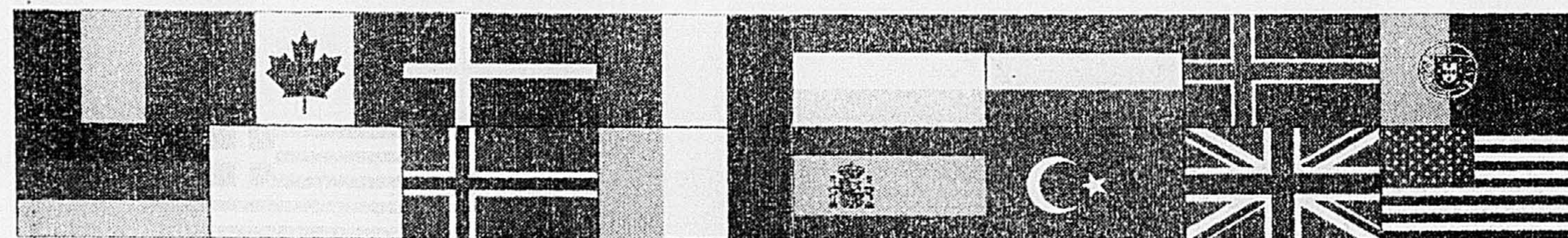
■ Le sommet de Londres annonce une révision fondamentale de la stratégie de l'OTAN.

3 OCTOBRE 1990

■ L'Allemagne est réunifiée.

12 AVRIL 1991

■ Le comité militaire de l'OTAN revise la stratégie de l'Alliance.



On est venu à bout du Pacte de Varsovie, c'est bien... et on fait quoi maintenant?

CHARLES DAVID

envoyé spécial
La Presse à BRUXELLES

Dans cette fourmilière du siège de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, dans la banlieue bruxelloise, ce n'est pas le triomphe américain, on n'est pas totalement idiot. L'OTAN ne peut plus continuer à tourner de la manière qu'elle a existé. La désagrégation du Pacte de Varsovie, la diminution du danger venant de l'Est, la réunification de l'Allemagne... tout cela prouve que nous avons réussi au delà de toute es-

pérance. L'OTAN est la seule institution qui a réalisé pleinement les objectifs pour lesquels elle a été mise sur pied: décourager l'agression et préserver la paix. Cela dit, que faire maintenant, quels changements apporter pour empêcher le désarroi de miner une structure qui a fonctionné merveilleusement?»

Les anciens adversaires

Comble d'ironie, le brevet de réussite, qui fait tanguer aujourd'hui la barque de l'OTAN, lui est d'abord décerné par ses anciens adversaires. L'autosatisfaction dépassée, la reconnaissance des pays du champ de bataille envisagé naguère vient flatter l'amour-propre, mais complique, en fait, le devenir de l'OTAN.

Ainsi, le premier ministre hongrois Jozsef Antall — après les présidents Vaclav Havel de la Tchécoslovaquie en mars et Lech Walesa de la Pologne en juillet — est venu faire récemment son petit tour à Bruxelles, au siège de l'OTAN, pour rappeler à ses anciens ennemis que «l'Alliance atlantique avait l'obligation morale et politique d'agir en cas d'agression contre les nouvelles démocraties de l'Est».

M. Antall, à l'instar de MM. Havel et Walesa, connaît la musique des commis-voyageurs qui viennent de changer de fournisseur. Il ne s'est pas contenté vaguement d'implorer. Il s'est d'abord lancé dans une kyrielle de compliments qui confortent les partisans dans l'Alliance de «l'aspect multidimensionnel du concept de sécurité». C'est-à-dire ceux qui pensent que tout compte fait l'Alliance devrait déborder — comme l'aventure de la guerre du Golfe l'a démontré — sa zone institutionnelle pour contrer les risques et relever les défis de menace globale due aux tensions et ins-

tabilités du Moyen-Orient notamment.

Il est vrai que depuis le putsch avorté en Union soviétique et la balkanisation, toujours contagieuse, de la Yougoslavie, M. Antall n'avait pas à se forcer pour rendre crédible son hommage appuyé à l'action de l'OTAN qui «pendant plus de 40 ans a sauvegardé la stabilité en Europe» et à la nécessité de «maintenir la présence américaine sur le continent». De là, à espérer un statut d'associé pour ces nouvelles démocraties de l'Est, orphelins par le fait du vide militaire créé avec le retrait des forces soviétiques, il n'y a qu'un pas qu'officiellement on hésite toutefois à franchir.

Pourtant, certains officiels canadiens de l'OTAN évoquent la perspective comme parfaitement vraisemblable. Par contre, le regard rivé sur l'échec de Rome où, les 6 et 7 novembre prochains, le sommet de l'OTAN devra dégager les balises d'une nouvelle stratégie et se trouver des raisons de vivre, le secrétaire général de l'OTAN Manfred Woerner s'est montré circonspect: «Il n'est pas question pour l'instant de fournir à ces pays des garanties formelles de sécurité d'autant qu'en fait l'existence de l'OTAN dissuade quiconque de faire usage de la force militaire en Europe.»

Le temps presse

Toutefois, la pression est forte, si non littéralement écrasante, et le temps presse. On a beau se convaincre à Bruxelles — sans trop d'efforts il est vrai — que «l'OTAN doit rester le socle militaire sur lequel repose la sécurité occidentale collective», le succès a propulsé l'organisation, face au monde adverse qui s'est effondré.

dans un espace politique vide où il serait contraint de tourner autour de lui-même, gérant l'inutile et suscitant à la longue, en son sein, de profondes divisions.

Aussi, la rencontre prochaine de Rome qui va être le prolongement du dernier Sommet du G7 à Londres sera, à tous les points de vue, cruciale, dans la mesure où se poursuivra le réexamen stratégique et la finalité de l'OTAN posée. Pourtant, tout laisse croire que ne sera pas résolue à Rome la question fondamentale: comment l'OTAN peut gérer «le droit inévitable et naturel de ces composantes de percevoir différemment les risques potentiels dans les régions externes» à l'Alliance.

Les Américains ont beau jeu de faire valoir «l'incertitude» qui prévaut à l'Est pour garder, avec l'OTAN, l'as décisif, ils ne pourront faire taire, longtemps encore, la volonté exprimée par les Européens de vouloir mener, à d'autres tables, leur propre jeu. Tout tourne, en fait, autour de la place qui sera dévolue à Washington dans la définition d'une identité de défense européenne et la mise en place des paramètres de la nouvelle sécurité collective.

En d'autres termes, les risques d'orage s'étant estompés, un certain courant politique, emmené par la France, estime que le parapluie stratégique américain sert maintenant à lui cacher son propre soleil. À Bruxelles, le cercle tient toujours, mais la rose, délestée de la contrainte Est-Ouest, risque de subir l'attraction de nouveaux champs magnétiques.

CHARLES DAVID revient d'une semaine de rencontres avec les dirigeants et fonctionnaires de l'OTAN. Ce voyage a été organisé et défrayé par le gouvernement des États-Unis.



L'OPÉRATION MONSTRE
199\$ par mois
 radio-cassette Blaupunkt comprise



LeMans Aérocoupe 1992

Une location monstrueusement avantageuse:

- LeMans Aérocoupe, de conception allemande
- un bail de 48 mois, transport et préparation inclus
- valeur résiduelle garantie
- dépôt remboursable de 250 \$
- radio-cassette Blaupunkt* AM/FM rétractable, 4 haut-parleurs
- moteur 4 cylindres, 1,6 litre.
- bandes décoratives, siège arrière rabattable.

Cette offre monstre prend fin le 15 novembre 1991.

LeMans Aérocoupe
Elle a tout

Chez vos concessionnaires Pontiac Buick participants

Sujet à approbation du crédit par GMAC. Taxes en sus. Certaines restrictions s'appliquent. Cette offre est réservée aux particuliers et ne s'applique que sur les véhicules en inventaire. Voyez tous les détails chez votre concessionnaire..*modèle Phoenix SKR-29

